

CONSTANTINE
Saisie de près de 12.600 comprimés psychotropes

P16

RÉORGANISATION DU COMMERCE DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Vers le Transfert du Marché de Semmar à Boumerdes

P2

POMME DE TERRE

Déstockage de 10 000 tonnes pour équilibrer le marché

P2

UN MORT ET HUIT BLESSÉS À BEYROUTH

Le Liban à nouveau face au spectre de la guerre civile

•L'Algérie suit avec une grande inquiétude la situation

P11/03

RÉPRESSION SANGLANTE DU 17 OCTOBRE 1961

Une commémoration sous tension



P3



EXPLOSION D'UNE BOMBE ARTISANALE

Décès d'un militaire et deux autres blessés à Tlemcen

Un sergent contractuel de l'Armée nationale populaire (ANP) est décédé en martyr et un caporal-chef contractuel ainsi qu'un autre caporal contractuel, ont été blessés dans un attentat suite à l'explosion d'une bombe artisanale au passage d'une patrouille des Garde-frontières, mercredi soir, près des frontières Ouest du pays, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des opérations exécutées par des unités et détachements de l'ANP pour la sécurisation des frontières et la lutte contre la criminalité organisée, une bombe de confection artisanale a explosé au passage d'une patrouille des Garde-frontières, hier 13 octobre 2021 à 20h45, lors d'une mission de reconnaissance près des frontières Ouest du pays, dans la localité de Deglen, commune de Béni Boussaïd, wilaya de Tlemcen en 2ème Région militaire (RM)", précise le communiqué.

P3

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI

Rencontre d'affaires sur les énergies renouvelables

Une rencontre d'affaires virtuelle algéro-britannique sur les énergies renouvelables a été organisée jeudi par la compagnie britannique Developing Markets Associates (DMA) et l'ambassade d'Algérie à Londres, en collaboration avec le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, et celle de l'Énergie et des Mines. L'évènement a été structuré de manière innovante, combinant des sessions physiques dans les ambassades d'Algérie à Londres et britannique à Alger. La rencontre a regroupé des dirigeants d'entreprises britanniques et algériennes du secteur, et des représentants du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables qui ont réaffirmé la détermination de l'Algérie, consciente des menaces que font peser les changements climatiques, à réussir sa transition énergétique.

P4

Sport

LIGUE DES CHAMPIONS

Le CRB en péril à Abidjan, jouable pour l'ESS à Nouakchott

P9



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

101 nouveaux cas, 75 guérisons et 03 décès

P16

AGRICULTURE

Vers la création d'une banque de gènes des espèces animales

P2

ALGER

Lancement d'une étude pour décongestionner le trafic routier

P7

Brèves

HABITATIONS

Le taux d'assurance ne dépasse pas les 6% à l'échelle nationale

Le taux d'assurance des habitations ne dépasse pas les 6% à l'échelle nationale, a déclaré jeudi à Blida le Président directeur général (PDG) de la Société algérienne d'assurances (SAA), Sais Nacer, qualifiant ce chiffre de "très faible". "En dépit de la valeur symbolique du montant de l'assurance multirisque des habitations, le taux de souscription à cette assurance ne dépasse pas les 6% à l'échelle nationale", a indiqué à l'APS M. Sais, en marge de l'inauguration d'une nouvelle agence commerciale à la nouvelle ville de Bouinane, en compagnie du wali Kamel Nouisser. Le même responsable a également déploré la "faiblesse" du taux d'assurance des biens contre les catastrophes naturelles, estimé à pas plus de 10%. Une situation expliquée, selon lui, par de nombreux facteurs, à leur tête la prise en charge par le trésor public de l'indemnisation des citoyens en cas de catastrophes naturelles. Il a aussi cité en cause les sociétés d'assurances pour leur manque d'initiatives, pour lancer des campagnes de sensibilisation et d'information des citoyens sur le bien fondé de cette assurance et ses avantages, représentés notamment pas son importante contribution à la relance de l'économie nationale. Le PDG de la SAA a souligné, par ailleurs, les efforts consentis par sa société pour l'élargissement de son réseau d'agences, estimé actuellement à 600 unités à l'échelle nationale. Cette démarche a pour objectif de rapprocher les prestations de la SAA des citoyens, parallèlement à leur amélioration, a soutenu M. Sais. Il a affirmé, à l'occasion, l'importance de cette nouvelle agence, inaugurée à Bouinane, "notamment par sa position à l'entrée-ouest de cette nouvelle ville, comptant près de 100.000 âmes, outre sa contribution à la relance de l'activité commerciale dans cette région".

MENDICITÉ AVEC MINEURS

17 individus placés en détention provisoire depuis 2020

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a affirmé, jeudi à Alger, que 54 individus impliqués dans l'exploitation d'enfants dans la mendicité avaient été placés sous contrôle judiciaire durant les deux dernières années et 17 autres en détention provisoire pour les mêmes chefs d'accusation. Répondant à une question sur les mesures prises pour endiguer le phénomène d'exploitation d'enfants dans la mendicité lors d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par le président du Conseil, Salah Goudjil, M. Beldjoud a fait état de 77 affaires au niveau national de 2020 à ce jour et du dépôt de 77 individus impliqués dans l'exploitation d'enfants dans la mendicité en détention provisoire et 54 autres sous contrôle judiciaire. A ce propos, le ministre a souligné que les statistiques démontrent que la majorité des individus impliqués dans ces crimes étaient en premier lieu des mamans (+50%), rappelant l'existence de réseaux de nationalités étrangères spécialisés dans la traite d'humains et l'exploitation d'enfants et de femmes immigrées clandestines dans la mendicité. Les ressortissants étrangers présents sur le territoire de manière illégale recourent à ces actes criminalisés par la législation nationale, a poursuivi le ministre. Entre autres mesures adoptées par les autorités pour endiguer ce phénomène figure le déplacement de ces immigrés clandestins vers leur pays d'origine dans des conditions qui préservent leur dignité. Des instructions avaient été données aux services compétents en vue de l'intensification des opérations de sensibilisation au profit des parents et le renforcement du contrôle des lieux fréquentés par les bandes criminelles s'adonnant à l'exploitation des mineurs.

R.N

RÉORGANISATION DU COMMERCE DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Vers le Transfert du Marché de Semmar à Boumerdes

Le marché de gros de Semmar des produits alimentaires d'Alger va être transféré à El Kharrouba dans la wilaya de Boumerdes, a indiqué le ministre du commerce, Lors d'une séance au Conseil de la nation consacrée aux questions orales et ce au plus tard dans "une ou deux années".

Le marché de Semmar compte 395 locaux commerciaux (5 locaux pour l'importation, 271 commerces de gros, 77 commerces de détails et 6 entrepôts), selon les chiffres avancés par le ministre. Les commerçants du marché vont être transférés vers le marché d'El Kharrouba, comptant 549 locaux et supervisé par la société de réalisation et de gestion des marchés de gros MAGROS. Ces démarches viennent remédier à l'anarchie qui règne dans cet espace commercial ainsi qu'aux problèmes d'ordre environnemental et urbanistique qu'il entraîne, de même qu'elles s'inscrivent dans le cadre du plan du ministère visant à construire un marché de gros de produits alimentaires dans toutes les régions du pays. Ainsi, deux marchés régionaux de gros ont été réceptionnés à Ouargla et Bechar, pendant que deux autres sont en cours de réalisation à Tiaret et à Batna ou à Khenchela. En 2021, trois marchés de fruits et légumes supervisés par MAGROS ont été également réceptionnés à Djelfa, Mascara et Ouargla.

Eradication de 1125 marchés informels

Concernant les marchés parallèles, le ministre a indiqué que son secteur œuvrait en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à l'examen des perspectives de leur intégration dans des marchés de proximité réglementaires. Dans ce contexte, M. Rezig a rappelé l'éradication, jusqu'au 31 août dernier, de 1125 marchés informels sur 1503 marchés recensés, faisant état de 65.493 commerçants activant dans ces espaces illégaux et de la réintégration de 31.058



commerçants dans les marchés hebdomadaires formels.

Relevant le manque enregistré en termes de marchés de proximité, le ministre a cité 850 marchés de proximité formels seulement répartis sur 1541 communes. Le ministère œuvre en coordination avec les services du ministère de l'Intérieur à l'exploitation des structures commerciales réalisées et pas encore exploitées dont le nombre s'élève à 648 marchés de proximité, a poursuivi M. Rezig. Répondant à une question sur la spéculation et

son impact sur les prix au niveau des marchés, le ministre a indiqué que la situation actuelle exige "la planification et le temps" pour y remédier de manière "étudiée". Le fichier national des statistiques qui compte jusque-là 11.000 opérateurs économiques et 385.000 produits sera fin prêt prochainement, a annoncé le premier responsable du secteur, affirmant la création de 3500 registres de commerce ambulants à ce jour, dans le cadre des efforts entrepris pour la résorption du commerce informel.

Synthèse : R.N

POMME DE TERRE

Déstockage de 10 000 tonnes pour équilibrer le marché

Une importante opération pour l'approvisionnement des marchés nationaux avec des quantités "considérables" de pomme de terre a été lancée jeudi par l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) dans le cadre d'un programme qui se poursuivra jusqu'à fin novembre prochain pour assurer une disponibilité du produit à des prix abordables. "Cette opération est d'une grande importance, car elle permettra l'approvisionnement des marchés nationaux à partir de 12 wilayas", a indiqué à l'APS le directeur général de l'ONILEV, Abdelaziz Ouchmene, en marge du coup d'envoi de la première opération de déstockage de la pomme de terre dans la commune de Meftah, à l'extrême Est de Blida. La première étape du programme qui s'étalera sur 10 jours à partir de ce jeudi vise, a-t-il souligné, l'approvisionnement des marchés du pays (entre marchés de proximité et de gros) avec plus de 10.000 tonnes de pomme de terre.

"L'opération se poursuivra tous les dix jours jusqu'à fin novembre prochain", a-t-il précisé, signalant qu'elle concerne la pomme de terre stockée au niveau des wilayas de Tlemcen, Mascara, Relizane et Ain Defla, à l'ouest, et Blida, Tipasa, Boumerdes, Alger, Médéa et Bouira pour le centre, outre d'autres wilayas disposant de stocks en la matière. L'ONILEV prévoit, durant cette première étape, l'approvisionnement des marchés avec plus de 10.000 tonnes de pomme de terre, avant la poursuite de l'opération suivant les besoins du marché, ainsi que du rythme et du volume de la production, a ajouté le même responsable, affirmant que son établissement œuvre pour assurer la disponibilité du produit, d'une part, et, d'autre part, garantir un équilibre entre la production et le stockage. M. Ouchmene a estimé, en outre, que la pénurie de la pomme de terre sur le marché s'explique par des facteurs techniques et pratiques, car la culture de ce tubercule entre-

giste annuellement deux périodes dite d'intersaisons, où la production est faible ou nulle, à cause de la fin de la campagne de récolte. Ces périodes s'étalent de la fin mars à la fin avril et de la fin octobre à la fin novembre. D'où l'importance du rôle de l'ONILEV pour combler ce vide saisonnier, par la régulation de l'opération d'approvisionnement par le déstockage de la pomme de terre, a-t-il souligné. Il a assuré, en outre, que le stockage de la pomme de terre, au même titre que d'autres produits de consommation, au niveau de chambres froides, biens d'opérateurs privés, est soumis à un contrôle strict et rigoureux, selon un cahier des charges conforme aux normes mondiales de qualité fixées pour les produits agricoles. A noter que l'ONILEV a déjà procédé au déstockage de 50.000 tonnes de pommes de terre durant la première période de pénurie de pommes de terre (15 mars au 15 avril).

R.N

AGRICULTURE

Vers la création d'une banque de gènes des espèces animales

Le projet de création d'une banque algérienne de gènes des espèces animales locales sera relancé cette semaine, a indiqué jeudi le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, précisant que cette banque aura pour mission de préserver ce patrimoine "en déperdition". Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, M. Hemdani a affirmé que "le projet de création d'une banque des gènes, qui

était en dormance depuis plus de 20 ans, sera relancé dans les jours qui viennent". "Il est inadmissible pour un pays comme l'Algérie de continuer à fonctionner comme ça et à mettre en péril son patrimoine animalier dont des souches et des races sont très demandées et en déperdition totale", a-t-il déploré. Selon le ministre, des experts travaillent déjà sur ce dossier et des travaux de recherche pour la récupération de ces gènes sont

actuellement menés dans des centres de recherches et instituts techniques du secteur. Dans le même registre, M. Hemdani a évoqué la modernisation du secteur ainsi que la restructuration des centres de recherches agricoles. "En application des décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, nous venons de passer un décret conjointement avec le ministère de l'Industrie pour faciliter l'accès

à un matériel rénové et de pointe qui pourrait servir les investisseurs", a-t-il précisé. Dans ce cadre, le ministre a fait savoir que des jeunes chercheurs et universitaires ayant développé des applications seront également reçus prochainement afin de les aider et de les accompagner pour mettre en œuvre leurs projets au service des agriculteurs et des investisseurs.

R.N

RÉPRESSION SANGLANTE DU 17 OCTOBRE 1961

Une commémoration sous tension

Soixante ans après les faits, les rapports entre l'Algérie et la France bouillent dans une cocotte minute. Le souvenir du carnage parisien sera l'occasion d'ouvrir le couvercle.



La commémoration du massacre commis par les autorités françaises, le 17 octobre, contre des manifestants algériens intervient alors que les relations entre Alger et Paris sont extrêmement tendues. Les deux pays ne sentent pratiquement rien en matière de mémoire surtout depuis les déclarations du président Emmanuel Macron qui sont allées jusqu'à douter de l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation française.

Ces propos que même l'historien Benjamin Stora, pourtant chargé par l'Élysée de rédiger un rapport sur la réconciliation mémorielle, a vivement critiqués ont été reçus par l'ensemble des Algériens comme une offense blessante.

Les autorités, elles, ont même décidé de prendre des mesures concrètes pour exprimer leur mécontentement. Après le rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Paris, elles ont fermé l'espace aérien du pays aux avions de guerre français en partance vers le Sahel. C'est dire à quel point les points de vue sont irréconciliables sur ces questions d'autant plus que la discorde est alimentée, particulièrement pendant les campagnes électorales françaises, par ceux qui veulent s'attirer les faveurs de l'extrême-droite, les

résidus de l'OAS et autres nostalgiques de l'Algérie française. Une date comme celle qui sera célébrée demain ne souffre cependant d'aucune équivoque. Le 17 octobre 1961 restera dans l'histoire comme l'un des crimes d'Etat les plus effrayants. Ce jour-là, plusieurs dizaines de militants pacifiques de l'indépendance ont été tués ou des centaines blessés. Maurice Papon — préfet de police de Paris en fonction en 1961 et ancien collaborateur du régime nazi — a ordonné la répression sanglante mais n'a jamais été jugé pour ce massacre. D'ailleurs l'Etat français n'a jamais reconnu sa responsabilité dans ces événements qui se sont pourtant déroulés à Paris, non dans un douar algérien coupé du monde.

Il a fallu attendre 2012, à l'occasion du 51e anniversaire de la manifestation, pour entendre le président François Hollande, au nom de sa République, qualifier presque du bout des lèvres qu'il s'agissait d'une «sanglante répression». Il faut peut-être s'attendre à ce que Macron aille peut-être plus loin pour réparer un tant soit peu la bévue mémorielle qu'il a commise il y a quelques jours.

En état de cause, le 17 octobre demeurera

une blessure béante déjà pour les Français eux-mêmes puisque c'est sur leur sol que le drame injustifiable a eu lieu. Quand on se rappelle que leur ancien président Nicolas Sarkozy a invoqué ses craintes de voir feu Mouamar Kadhafi réprimer des manifestants à Benghazi pour attaquer la Libye et là détruire, les Algériens sont en droit de demander au moins des excuses officielles pour l'innommable carnage.

Le voile du déni qui couvrait les yeux de l'opinion française sur cette tragédie commence à être néanmoins déchiré. Soixante ans après les faits, les médias français en parlent, maintenant, avec plus de liberté de «crime français longtemps occulté» pour paraphraser le titre du *Nouvel Observateur*. La page de France 24 a choisi «un massacre d'Algériens au cœur de Paris» comme titre à son article sur le sujet.

Les descendants des victimes de cette tuerie de masse et l'immense majorité de la communauté algérienne établie en France vivent dans leur chair ce souvenir douloureux. Demain, la commémoration leur donnera l'occasion d'exprimer leur colère et de réclamer que celle-ci soit, enfin, reconnue.

Mohamed Badaoui

Brèves

EXPLOSION D'UNE BOMBE ARTISANALE

Décès d'un militaire et deux autres blessés à Tlemcen

Un sergent contractuel de l'Armée nationale populaire (ANP) est décédé en martyr et un caporal contractuel, ont été blessés dans un attentat suite à l'explosion d'une bombe artisanale au passage d'une patrouille des Garde-frontières, mercredi soir, près des frontières Ouest du pays, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des opérations exécutées par des unités et détachements de l'ANP pour la sécurisation des frontières et la lutte contre la criminalité organisée, une bombe de confection artisanale a explosé au passage d'une patrouille des Garde-frontières, hier 13 octobre 2021 à 20h45, lors d'une mission de reconnaissance près des frontières Ouest du pays, dans la localité de Deglen, commune de Béni Bousaïd, wilaya de Tlemcen en 2ème Région militaire (RM)", précise le communiqué.

"Après ce lâche attentat, où on déplore le décès en martyr du sergent contractuel Sraoui Seïfeddine, et la blessure du caporal contractuel, Zebiri Ahmed, et le caporal contractuel Seffari Abdelhak, toutes les mesures sécuritaires nécessaires ont été prises pour le bouclage et le ratisage de cette zone et élucider les causes et les circonstances de cet acte terroriste", ajoute la même source.

"Suite à ce douloureux événement, Monsieur le Général de Corps d'Armée Chanegriha Saïd, chef d'Etat-major de l'ANP, exprime ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille et aux proches du Chahid, priant Allah Le Tout-Puissant d'accorder à son âme pure Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux deux blessés", ajoute le communiqué, réitérant "l'engagement et la détermination de l'ANP à poursuivre sa lutte, sans répit, contre le terrorisme et le crime organisé multiforme afin de préserver la sécurité et la stabilité de notre pays".

SITUATION AU LIBAN

L'Algérie suit avec une grande inquiétude

L'Algérie a exprimé, hier, sa grande inquiétude face à la situation au Liban frère ainsi que son profond regret après les incidents survenus dans la capitale Beyrouth et qui ont fait des victimes, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie suit avec une grande inquiétude la situation au Liban frère, et exprime son profond regret après les incidents survenus dans la capitale Beyrouth et qui ont fait des victimes", a précisé le communiqué. "L'Algérie appelle toutes les parties libanaises à faire preuve de responsabilité et de sagesse pour préserver l'unité du peuple libanais frère", tout en insistant sur "l'impératif d'assurer le fonctionnement des institutions de l'Etat et de répondre aux aspirations des citoyens à une vie digne", a conclu le communiqué.

R.N

MÉDIA

L'agence de presse française épouse les thèses du MAK

Une dépêche de l'agence de presse française "AFP" louant jeudi le mouvement terroriste "MAK" a été perçue comme un dérapage, provoquant une grande indignation, notamment au sein de milieux médiatiques algériens, car elle soutenait clairement les activités de cette organisation terroriste. Ce "dérapage dangereux" intervient, selon plusieurs observateurs, après une opération "sécuritaire d'envergure" qui a permis à la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) l'interception d'une tentative d'attaque terroriste dans certaines régions du pays par des individus appartenant au mouvement terroriste "MAK". Cette opération a été sanction-

née par l'arrestation de 17 éléments de cette organisation terroriste, ainsi que la découverte des tenants et aboutissants d'un complot mené en collaboration avec l'entité sioniste et un état d'Afrique du nord. Ces mêmes milieux s'interrogent sur l'"étrange" méthode utilisée par l'AFP pour louer cette organisation terroriste en contradiction avec les principes et la déontologie du métier d'informer, au point de devenir "une tribune de choix" pour une organisation classée parmi les organisations terroristes dangereuses, et qui a été confondue par les enquêtes et des preuves irréfutables pour sa propension pour l'extrémisme et la violence avec l'utilisation d'armes et ar-

mements de guerre, ainsi que les publications et tracts de propagande incitant au séparatisme et la violence. Cette sortie médiatique confirme l'implication de certains lobbies qui contrôlent une information orientée sur la déstabilisation de certains pays, en particulier l'Algérie, visée par des conspirateurs contre un pays tenace et inébranlable dans ses positions historiques. Ce dérapage n'est pas le premier du genre, car d'autres dérapages du même genre l'ont précédée, loin des engagements du professionnalisme, dont le but est d'occulter les réalités et les manœuvres, ainsi que servir des agendas représentant une époque révolue.

Ce même dérapage médiatique intervient quelques jours seulement après des déclarations "dénouées de vérités", selon des observateurs du président français, qui ont visé la Nation algérienne, dont les racines sont profondément ancrées dans une histoire riche de résistance, d'héroïsme et de gloire. Le président Abdelmadjid Tebboune avait récemment insisté lors d'une rencontre avec les représentants de la presse nationale que "la dignité de l'Algérie est "une ligne rouge" et que "l'Etat algérien, avec ses institutions, sa force, son armée, son économie, et son peuple ne s'inclinent que devant Dieu".

APS

ODAS

Une cinquantaine d'investisseurs a reçu des attestations d'accès au foncier

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a annoncé jeudi à Alger qu'une cinquantaine d'investisseurs a reçu des attestations d'accès au foncier auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) pour la réalisation de leurs investissements structurants dans des cultures stratégiques.

S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, M. Hemdani a indiqué que les services de l'ODAS ont examiné près de 200 dossiers émanant d'investisseurs potentiels, dont 70 s'avèrent être éligibles et une cinquantaine ont déjà entamé les travaux sur leurs parcelles d'une superficie qui dépasserait les 70 à 80 hectares. "Les 50 projets d'investissements sont axés sur des fonds propres et seront réalisés au niveau du Sud du pays", a-t-il précisé, en ajoutant que "toutes les orientations ont été données aux banques pour faciliter l'accès au crédit, accorder des taux d'intérêt bas et des facilités en matière de délais de remboursement et de rééchelonnement".

Les Fonds du secteur, notamment le Fonds "Ettahadi" seront mis à la disposition des investisseurs, a souligné également le ministre. Lancer un appel aux hommes d'affaires et investisseurs pour venir investir "en force". M. Hemdani a estimé que le résultat obtenu jusqu'à présent est "friloux" eu égard, selon lui, au premier portefeuille de 200.000 hectares mis à l'indicateur de l'ODAS et à toutes les facilitations accordées. Parmi les mesures mises en place pour soutenir les investisseurs et faciliter l'accès au foncier agricole, le ministre a évoqué notamment la plateforme numérique, la création d'un guichet unique et les délais de traitement des dossiers, ainsi que la traçabilité dans l'examen des demandes. "Toutes ces facilitations commencent à donner des résultats de l'aveu même des investisseurs. Nous avons reçu des opérateurs qui sont venus des Etats Unis et des Algériens vivant à l'étranger qui ont eu à accéder à leurs assiettes foncières pour réaliser leurs projets en Algérie à travers la plateforme numérique. Ils ont eu leurs attestations au bout d'un mois.

C'est une avancée", a fait savoir M. Hemdani. Selon le ministre de l'Agriculture, une superficie totale de plus de 1,9 million d'hectares de foncier agricole a été déterminée au niveau du Sud du pays. "Si nous arrivons à mettre en valeur 500.000 hectares dans les six ans à venir, nous réalisons les objectifs fixés dans notre feuille de route sectorielle", a-t-il soutenu, assurant en outre que les moyens hydriques sont disponibles pour développer les cultures stratégiques escamotées telles que les céréales et les oléagineux. == Hausse des prix de certains produits alimentaires : la spéculation pointée du doigt == Répondant à une question sur la hausse des prix de certains produits agricoles, à l'exemple de la pomme de terre, le ministre de l'Agriculture a pointé du doigt le phénomène de la spéculation qui a, selon lui, "des objectifs inavoués et des objectifs de déstabilisation de l'ordre public".

Relevant que ce phénomène est "tout à fait bizarre et nouveau", le ministre a précisé que la commission ministérielle mixte installée en collaboration avec le département du Commerce a fait état de l'existence de "stocks illicites" en dehors des circuits officiels de régulation et des stocks privés paritaires des pouvoirs publics. "Cette forme de spéculation est condamnable. Quand le marché est demandeur d'un produit quelconque, il n'est pas question de le stocker", a-t-il dit. Selon le ministre, la sécheresse enregistrée cette année n'a impacté les productions agricoles qu'autour de 5 à 6% et ne pouvait pas induire une augmentation de prix des produits agricoles. Pour preuve, il a cité la production de la pomme de terre, de l'ordre de 5 millions de tonnes, "qui est excédentaire". "C'est un produit phare et stratégique. On (les spéculateurs) touche réellement des produits qui ont un poids et qui pourraient être l'objet de déstabilisation", a-t-il souligné.

R.E

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI

Rencontre d'affaires sur les énergies renouvelables

Une rencontre d'affaires virtuelle algéro-britannique sur les énergies renouvelables a été organisée jeudi par la compagnie britannique Developing Markets Associates (DMA) et l'ambassade d'Algérie à Londres, en collaboration avec le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, et celle de l'Énergie et des Mines.

L'évènement a été structuré de manière innovante, combinant des sessions physiques dans les ambassades d'Algérie à Londres et britannique à Alger.

La rencontre a regroupé des dirigeants d'entreprises britanniques et algériennes du secteur, et des représentants du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables qui ont réaffirmé la détermination de l'Algérie, consciente des menaces que font peser les changements climatiques, à réussir sa transition énergétique.

Ainsi, le message de l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Abderrahmane Benguerah, à l'ouverture de la rencontre, a traduit l'ambition du gouvernement de se tourner résolument vers les énergies renouvelables.

L'ambassadeur, qui a souligné le bon timing de ce "webinar", à quelques semaines de la COP26, a donné un aperçu des efforts accomplis par l'Algérie pour favoriser le développement des énergies renouvelables et des technologies propres.

M. Benguerah a évoqué, entre autres, l'"ambitieux" programme national de rationalisation des consommations énergétiques dans tous les secteurs tels que l'habitat, les transports et l'industrie, la création de centres de recherches dans le domaine de l'environnement et la mise en place d'un programme national de développement des énergies renouvelables avec l'objectif de produire 15.000 MW d'électricité d'ici 2035.

Selon lui, "les ambitions de l'Algérie en matière de transition énergétique pourraient constituer un cadre de coopération avec le Royaume-Uni dont l'expérience et l'expertise des entreprises sont uniques". Le représentant personnel du premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Risby et l'ambassadrice du Royaume-Uni à Alger, Sha-



ron Wardle, ont, tous deux, salué la volonté de l'Algérie de contribuer à l'effort mondial dans la lutte contre les changements climatiques, exprimant la disponibilité de leur pays à nouer une coopération dans ce domaine, y compris, comme l'a suggéré Lord Risby, l'aide aux institutions et organismes algériens pour bénéficier de fonds destinés aux projets verts.

Les travaux de cette rencontre se sont poursuivis par une série d'exposés liés aux énergies renouvelables, dont l'énergie solaire, le biogaz et l'hydrogène vert, présentés respectivement par la directrice des études au ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Nihal Mansouri, le responsable à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Tahar Moussaoui, le directeur des nouvelles

ressources à Sonatrach, Youcef Khanfar et le directeur de la stratégie à Sonelgaz, Ali Zatout. La rencontre a vu également la participation du président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) Sami Agli, qui a évoqué, dans son intervention, les grandes capacités du pays dans le domaine de

l'environnement et appelé les compagnies britanniques à se joindre aux entreprises nationales pour relever, ensemble, les défis de la transition énergétique. Dans le cadre de cet évènement, une séance de présentation de compagnies britanniques intéressées par le marché algérien des énergies renouvelables et une session de rencontres virtuelles entre entreprises britanniques et algériennes ont été organisées.

R.E

AQUACULTURE

Le ministère veut créer un tissu national des opérateurs de la filière

Le ministère de la Pêche et des Productions aliétiennes ambitionne la création d'un tissu national d'aquaculteurs regroupant les opérateurs de la filière afin d'augmenter ses capacités de production, ce qui devrait faire baisser les prix, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre du secteur, Hicham Sofiane Salaouatchi.

S'exprimant à l'occasion de l'organisation d'une rencontre nationale, qui a regroupé les directeurs de wilayas ainsi que des investisseurs ayant réussi dans le domaine de l'aquaculture, dans le but de débattre des voies et moyens à même de développer cette filière, M. Salaouatchi a précisé que l'objectif de la création de ce groupement est "de constituer un tissu national dans le domaine de l'aquaculture".

Le ministre a indiqué que la création de ce tissu national permettra de "mutualiser" les efforts des investisseurs pour passer à une autre étape qui consiste au lancement d'une industrie aquacole. Il a considéré que la filière de l'aquaculture a un avenir "prometteur" aux côtés de la pêche

en mer, relevant l'existence de quelque 90 projets aquacoles au niveau national.

Vers des partenariats avec des opérateurs italiens

M. Salaouatchi a fait savoir que son secteur est en voie de tisser des partenariats avec des opérateurs italiens, plus particulièrement dans le domaine de la construction navale.

Le choix de ce pays est motivé, selon lui, par la similitude qui existe entre les tissus économiques des deux pays, rappelant que près de 95% des entreprises algériennes sont des PME, pour la plupart privées.

Abordant la question de la régulation du prix du poisson, M. Salaouatchi a expliqué que cela passe impérativement par l'augmentation des capacités de production, en développant la pêche en haute mer et en accordant de l'importance aux métiers de la pêche à travers l'élaboration d'un texte de loi qui régisse cette activité, en plus de développer la filière de l'aquaculture. Parmi les investisseurs conviés à cette rencon-

tre, un opérateur de la localité de Souahlia (wilaya de Chlef) activant dans le domaine de l'élevage de poissons (dorade et loup) dans des cages flottantes, dont l'investissement assure une capacité de production de 2.000 tonnes/an. Cet investisseur a expliqué le prix élevé du poisson par l'importation des intrants (aliments et alevins) d'Italie, de Grèce ou d'Espagne à des "prix élevés". Autre projet réussi, celui monté par un opérateur de la wilaya de Biskra (sud d'Algérie) ayant investi dans une cleserie de production d'alevins de tilapia rouge et tilapia du Nil utilisés dans les bassins d'irrigation, pour augmenter les capacités de production en exploitant les excréments des poissons comme engrais naturel, en plus de consommer leur chair.

De plus, ce producteur fournit d'autres investisseurs dans le domaine d'élevage de poissons, grâce à une capacité de production de 500.000 alevins/an avec l'objectif de doubler cette capacité l'année prochaine.

R.E

PÉTROLE

Le Brent à plus de 84 dollars à Londres

Les prix du pétrole repartaient en hausse jeudi, portés par les prévisions de l'Agence internationale de l'Énergie qui table sur une demande dopée par le prix élevé des autres sources d'énergie. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 1,25% par rapport à la clôture de mardi, à 84,22 dollars à Londres. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de novembre phare et stratégique. On (les spéculateurs) touche réellement des produits qui ont un poids et qui pourraient être l'objet de déstabilisation", a-t-il souligné.

un plus haut depuis octobre 2014. "Les cours du pétrole atteignent leurs sommets depuis des années alors que les pénuries de gaz naturel, GNL et charbon soutiennent la demande de pétrole, ce qui pourrait maintenir le marché en déficit jusqu'à la fin de l'année au moins", note l'AIE dans son rapport mensuel. "Ceux qui voulaient la confirmation que le marché va être tendu sur les prochains mois n'ont qu'à lire ce rapport", commente Stephen Brennock, analyste chez PVM. "La prévision d'un bond saisonnier de la demande pour des sources de carburant en hiver et avec le passage potentiel du gaz au pétrole devrait soutenir

la demande de brut". Les prix du gaz sont en effet en plein envol depuis plusieurs mois, malgré une correction sur les quelques dernières séances. Le marché de référence du gaz européen, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais, gagnait de son côté 4,40% à 97,73 euros le mégawatt-heure (MWh). Il a atteint un record historique le 6 octobre à 162,12 euros. Du côté de l'or noir, les investisseurs attendront jeudi les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA) sur les réserves commerciales.

R.E

ANTICORPS

Le régulateur européen examine un cocktail d'AstraZeneca

Le régulateur européen a indiqué jeudi avoir commencé à évaluer un cocktail d'anticorps d'AstraZeneca contre le Covid-19, ouvrant la voie à une éventuelle autorisation pour l'utilisation du médicament dans l'Union européenne, ont rapporté jeudi des médias.

Le laboratoire assure qu'il peut être efficace en prévention du Covid chez les patients fragiles. Des essais ont montré que le médicament AZD7442, une combinaison d'anticorps, réduit les symptômes graves et les décès dus au Covid-19, a déclaré lundi le groupe suédo-britannique AstraZeneca. La décision de lancer un examen continu du cocktail d'anticorps, aussi appelé Evusheld, "est basée sur des résultats préliminaires d'études cliniques, qui suggèrent que le médicament peut aider à protéger contre la maladie", a déclaré dans un communiqué l'Agence européenne des médicaments (EMA), basée à Amsterdam.

Il peut s'écouler plusieurs mois entre le début d'un examen continu par l'EMA et un éventuel feu vert. Les anticorps monoclonaux - qui reconnaissent une molécule spécifique du virus ou de la bactérie cible - sont des versions synthétiques d'anticorps naturels.

Ils sont administrés aux personnes déjà contaminées, pour pallier les déficiences du système immunitaire. Ceci est différent d'un vaccin, qui stimule le corps à produire sa propre réponse immunitaire. Le vaccin d'AstraZeneca est l'un des quatre vaccins actuellement approuvés par l'EMA.

L'essai portant sur le médicament AZD7442 "a engendré une réduction statistiquement satisfaisante des cas de Covid-19 graves ou des décès dus à la maladie comparé à un placebo chez les patients non hospitalisés avec des symptômes légers à modérés" du Covid-19, selon AstraZeneca.

L'essai clinique a porté sur 903 participants, dont 90% faisaient partie de catégories de patients jugés à haut risque de développer des formes sévères de Covid-19. Le laboratoire pharmaceutique suisse Roche a déposé lundi une demande pour une mise sur le marché dans l'Union européenne de son cocktail d'anticorps de synthèse Ronapreve. L'EMA a fait savoir la semaine dernière qu'elle pourrait entamer dans quelques jours l'examen d'une pilule produite par le laboratoire américain Merck.

VACCIN

L'Inde prévoit la production de 280 millions de doses en octobre

Le ministre indien de la Santé, Mansukh Mandaviya, a déclaré jeudi que le pays produira plus de 28 millions de doses de vaccin anti-Covid-19 en octobre.

Près de 73% de la population éligible a reçu une seule dose de vaccin et environ 29% des personnes sont entièrement vaccinées, a indiqué à la presse le responsable indien, ajoutant que le total des doses administrées depuis le début de la campagne de vaccination en janvier dernier devrait franchir le cap de 1 milliard de doses en quelques jours. "Sur les 280 millions de doses qui seront disponibles ce mois-ci, près de 220 millions sont des vaccins Covishield d'AstraZeneca et 60 millions du vaccin local de Covaxin", précise le responsable indien. L'Inde, où plus de 200.000 personnes sont mortes des suites du Covid-19 lors d'une vague virulente en avril et mai derniers, met les bouchées doubles pour atteindre l'immunité collective et éviter une nouvelle vague de Covid-19.

Depuis le mois d'août, le pays de 1,35 milliard d'habitants stagne autour de 20.000 nouveaux cas de Covid-19 signalés par jour, alors que les séquelles de la deuxième vague liée au variant Delta restent encore dans les esprits. L'Inde est le deuxième pays le plus touché après les Etats-Unis, avec plus de 34 millions d'infections dont plus de 451.000 morts.

AFRIQUE

Six infections sur sept ne sont pas détectées

Le nombre réel des contaminations au Covid-19 en Afrique est sept fois plus élevé que selon les chiffres officiels, qui ne prennent pas en compte des sujets asymptomatiques non détectés faute de tests, a estimé jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans un communiqué.



Au 10 octobre 2021, le nombre cumulé de cas d'infection par la Covid-19 était estimé à 59 millions en Afrique, un chiffre sept fois plus élevé que les plus de huit millions de cas officiellement notifiés sur le continent, selon de nouvelles estimations de l'OMS.

"Depuis le début de la pandémie, et ce jusqu'au 10 octobre, les pays africains ont enregistré plus de 70 millions de tests de dépistage de la Covid-19, ce qui représente une infime portion des 1,3 milliard d'habitants du continent", note l'OMS déplorant qu'"avec un nombre limité

de tests, nous continuons d'ignorer la situation réelle" en Afrique. "La majorité des tests de dépistage sont effectués sur des personnes qui présentent des symptômes de la Covid-19, mais les sujets asymptomatiques sont à l'origine d'une grande partie de la transmission de la maladie", a déclaré Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Pour pallier cette carence de tests de dépistage, l'OMS/Afrique a annoncé une nouvelle initiative visant à améliorer le dépistage des cas de Covid-19 dans huit pays africains: le Burundi, le Congo, la

Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Sénégal et la Zambie. "Le programme vise à accroître de 40% la capacité de dépistage dans chaque pays participant, en veillant à ce qu'elle atteigne le niveau de référence recommandé par l'OMS, à savoir 10 tests effectués chaque semaine pour 10.000 personnes", indique l'OMS. "Faute de vaccins en quantité suffisante, un effort de dépistage communautaire plus proactif est particulièrement important pour réduire la transmission dans les pays africains où une population relativement

jeune contribue à un taux élevé d'infections asymptomatiques", explique encore l'agence onusienne. "Un nombre accru de tests signifie un isolement rapide des sujets infectés, une diminution de la transmission et un nombre accru de vies sauvées grâce à des actions ciblées", a expliqué Dr Moeti, ce qui permettra de "briser les chaînes de transmission et mettre fin aux flambées épidémiques de plus grande ampleur". Près de 8,4 millions de cas de Covid-19, dont 214.000 décès, ont été enregistrés en Afrique, un des continents les moins touchés par la pandémie.

ETUDE

Un rappel de Moderna ou Pfizer marche mieux chez ceux vaccinés avec Johnson & Johnson

Les personnes ayant reçu le vaccin contre le Covid-19 de Johnson & Johnson pourraient avoir intérêt à recevoir une dose de rappel d'un vaccin différent, à ARN messenger, selon les résultats préliminaires d'une étude américaine publiée mercredi.

Cette étude, financée par les Instituts nationaux de santé (NIH), était très attendue aux Etats-Unis car elle porte sur la possibilité de "mélanger" les vaccins -- c'est-à-dire d'utiliser un vaccin différent pour la dose de rappel que pour la série initiale -- ce qui n'est pas autorisé pour le moment dans le pays.

L'étude a été menée sur 458 adultes vaccinés avec l'un des trois remèdes autorisés aux Etats-Unis (Pfizer, Moderna ou Johnson & Johnson), depuis au moins 12 semaines.

Ces trois groupes ont chacun été divisés en trois nouveaux groupes, pour recevoir respectivement l'un des trois vaccins disponibles en dose de rappel.

Les neuf groupes au total comportaient donc environ 50 personnes chacun. Les chercheurs ont ensuite analysé les niveaux d'anticorps 15 jours après l'injection de la dose de rappel. Chez les personnes d'abord vaccinées avec Johnson & Johnson, les niveaux d'anticorps étaient multipliés par 4 après une dose de rappel du même vaccin, par 35 après un rappel de Pfizer, et par 76 après un rappel de Moderna.

Et les niveaux d'anticorps des personnes d'abord vaccinées avec Moderna étaient chaque fois plus élevés par rapport aux personnes d'abord vaccinées avec Pfizer ou Johnson & Johnson, et ce "indépendamment du vaccin administré pour la dose de rappel", note l'étude.

Par ailleurs, "aucun problème de sécurité n'a été identifié" après l'administration des rappels, est-il précisé.

L'étude, qui n'a pas été encore approuvée par des pairs, présente toutefois plusieurs limites. D'abord, le dosage du rappel de Moderna administré était de 100 micro-

grammes, soit le double de ce que l'entreprise envisage en réalité pour sa dose de rappel. De plus, le nombre de participants était réduit, et la réaction immunitaire pourrait évoluer avec le temps, au-delà des 15 jours observés ici.

"Il est important de ne pas se laisser emporter par ces résultats", a averti sur Twitter Peter Hotez, professeur au Baylor College of Medicine. Les résultats d'essais sur une deuxième dose de rappel de "J&J" menés par l'entreprise elle-même sur une plus longue période étaient "impressionnants", a-t-il rappelé.

L'étude des NIH devrait en tout cas alimenter les discussions d'un comité d'experts de l'Agence américaine des médicaments (FDA), qui doit étudier les demandes d'autorisation pour une dose de rappel de Moderna et de Johnson & Johnson, jeudi et vendredi, respectivement. Un rappel du vaccin de Pfizer est déjà autorisé dans le pays pour certaines catégories de populations.

ALGER

Lancement d'une étude pour décongestionner le trafic routier

Une étude a été lancée, jeudi, afin de mettre en place un plan global pour décongestionner le trafic routier à Alger, à l'origine des souffrances quotidiennes des citoyens et des pertes économiques.



Cette mesure est annoncée au terme de la réunion de coordination tenue entre le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, le ministre des Transports, Aïssa Bekkai et le wali d'Alger Youcef Chorfa, portant sur le problème d'embouteillage à Alger. S'exprimant à la presse, M. Nasri a déclaré qu'il a été convenu d'"élaborer en urgence un cahier de charge avec l'association des experts des différents secteurs concernés, dont les travaux publics et les transports en vue de lancer une étude d'un plan global du trafic routier à Alger". Prévoyant la généralisation des feux tricolores, ce plan constituera "un modèle" à suivre dans les différentes wilaya du pays, a fait valoir le ministre.

Pour décongestionner le trafic routier à la capitale, le ministre a annoncé la relance de 16 projets de réalisation des routes, en suspens pour des raisons administratives. Il s'agit essentiellement de la réalisation de routes pour accéder aux nouveaux pôles urbains. En attendant l'exécution du plan en question, il a été décidé durant la réunion de prendre une série de solutions urgentes, en l'occurrence l'interdiction de réaliser des travaux de routes durant la journée, l'interdiction pour les poids lourds de se déplacer sur les axes routiers durant la journée et le recours à l'utilisation des trains pour le transport de la marchandise de et vers le port d'Alger, a précisé M. Nasri. De son côté, M. Bekkai a salué "le recours à

la culture des plans intégrés", indiquant que son secteur prendrait, en coordination avec le secteur des Travaux publics et la wilaya d'Alger, toutes les mesures nécessaires et mobilisera tous les moyens pour fluidifier le trafic dans la capitale. Intervenant à cette occasion, le wali d'Alger s'est félicité de la tenue de cette rencontre visant la mise en place du plan de désengorgement du trafic routier à Alger, où est enregistré "un manque de divers réseaux de transport public", indiquant que ce plan "ne saura être pratique sans le renforcement du réseau routier et des infrastructures du secteur". A noter que la réunion intervient dans le cadre des instructions du président de la République visant à améliorer le trafic routier au niveau de la capitale.

SIDI BEL-ABBES (DÉCHETS SANITAIRES)

Etude pour regrouper 3 centres de collecte

Le secteur de l'environnement dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes oeuvre pour l'élaboration d'une étude visant à regrouper trois centres de collecte des déchets des activités des établissements de santé dans un seul site, a-t-on appris jeudi de la directrice de l'environnement, Safia Djabeur. Elle a indiqué, en marge de la célébration de la Journée arabe de l'environnement, fêtée le 14 octobre de chaque année, que pour préserver la santé et la salubrité publiques, la direction de l'environnement a réfléchi à regrouper la collecte des déchets sanitaires et hospitaliers des communes de Lamtar, Têlagh et Sidi Bel-Abbes dans un seul site pour les stocker et les traiter suivant les normes et les conditions requises. La même responsable a expliqué que le traitement des déchets, triés par les hôpitaux et autres établissements de santé, nécessite une opération de stockage et un traitement appropriés, ce qui exige de les déposer dans un seul site, signalant que le ministère de l'Environnement a produit des textes pour une meilleure gestion et un traitement judicieux des déchets, notamment ceux provenant des activités hospitalières. Au sujet du plan directeur de la gestion et du recyclage de ces déchets, Mme Djabeur a relevé qu'il y a des disparités d'une commune à une autre. "Une situation qui nécessite une vision prospective sur les équipements nécessaires à mettre à la disposition des communes en fonction de leurs besoins et du nombre d'habitants", a-t-elle dit. La célébration de la Journée arabe de l'environnement, placée cette année sous le signe "Notre planète est une, notre environnement est un", a donné lieu dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes à l'organisation d'une campagne de sensibilisation des élèves des établissements éducatifs sur les risques des déchets sanitaires et sur l'importance de la préservation de l'environnement et de la flore et la faune, a-t-on indiqué.

PROJET DE L'HÔPITAL DE TOUGGOURT

Des instructions fermes pour la livraison avant fin 2021

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a donné, jeudi lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, des instructions fermes à l'entreprise en charge de la réalisation du projet de l'hôpital de 240 lits à Touggourt, pour la livraison de ce dernier avant la fin de l'année en cours. En réponse aux préoccupations du membre du Conseil de la Nation Abdelkader Djedjai concernant le projet de réalisation de l'hôpital de 240 lits à Touggourt, le ministre a admis le retard accusé alors que les délais de réalisation ont été fixés à 26 mois dans le contrat conclu le 25 janvier 2012 avec la société chinoise SINOHYDRO. Les raisons du retard sont dues à plusieurs facteurs, dont des facteurs climatiques et autres techniques, ayant entraîné l'arrêt des travaux plusieurs fois depuis leur lancement le 26 février 2012, a-t-il précisé. Avancé un taux de réalisation des travaux de 92%, le ministre a évoqué des attermoissements de la part de la société de réalisation pour l'achèvement des travaux restants en dépit de sa mise en demeure et du règlement de toutes ses créances. Pour ce qui est des équipements prévus pour ce projet, Pr. Benbouzid a indiqué que 40% ont été réceptionnés en 2019, dont un scanner. Les autres lots sont en l'étape d'attribution provisoire, après réévaluation de l'opération en 2020 et le lancement d'un 2e appel d'offres, a-t-il conclu.

EL BAYDAH

Plantation prochaine de 300 ha pour l'extension du barrage vert

La conservation des forêts d'El Bayadh a programmé le reboisement d'une superficie de 300 hectares dans le cadre du programme d'extension du barrage vert dans la wilaya, a-t-on appris jeudi auprès de ses services. Le chef de service gestion du patrimoine à la conservation, Djebbari Mohamed, a indiqué que l'opération de développement, inscrite dans le cadre du Fonds national de développement rural au sein du Programme national de reboisement, a nécessité une

enveloppe financière totale estimée à 69 millions DA. Cette enveloppe financière est scindée en deux opérations, la première de 40 millions DA qui vise à planter une superficie de 200 hectares dont 100 ha dédiés à l'extension des arbres du barrage vert dans la localité de "Qaidat Ez-Zebda", dans la commune d'El Bayadh, et les 100 autres dans la commune de Stitene. La deuxième opération, dotée d'une enveloppe financière de 29 millions DA, porte sur le reboisement de forêts sur une su-

perficie de 100 ha au niveau de la zone d'El Maghsel, dans la commune de Kerakda. Ce projet est confié à l'entreprise régionale de génie rural. Les services de la conservation des forêts ont lancé mercredi, pour la concrétisation de ce programme dans le cadre de la journée mondiale de réduction des catastrophes naturelles, l'opération de mise en terre de 2.000 arbustes à Qaidat Ez-Zebda, sachant que l'opération se poursuit au niveau de ce site où seront plantés plus de 111.000 arbustes.

Il est prévu "prochainement" une opération similaire dans les autres zones précitées. Le secteur des forêts oeuvre, à travers les opérations de plantation, à préserver l'écosystème, la lutte contre la désertification, le développement du couvert végétal et la réhabilitation et l'extension du barrage vert dans la wilaya d'El Bayadh, dont la superficie est estimée à 28.000 ha sur un total de 122.000 ha que compte la wilaya. Les surfaces plantées en Alfa sont estimées à 240.000 ha, a-t-on souligné.

FOOT /
ANGLETERRE**Ferran Torres (City)
absent plusieurs
semaines après une
fracture**

Ferran Torres, le jeune attaquant espagnol de Manchester City, sera absent plusieurs semaines à cause d'une "petite fracture du pied" droit lors de la Ligue des nations, a annoncé le club jeudi dans un communiqué.

Torres "est revenu à Manchester pour des examens et continuera d'être suivi", précise le club au sujet du joueur de 21 ans, blessé durant la demi-finale remportée contre l'Italie (2-1), où il a inscrit les deux buts de sa sélection.

Le joueur a ensuite été déclaré apte à débiter la finale contre la France, perdue par la "Roja" sur le même score, avant d'être remplacé à la 84e minute.

Cette indisponibilité pourrait lui faire manquer des rendez-vous importants dans les semaines à venir: le derby de City contre United à Old Trafford, les matches de Ligue des champions contre Bruges et le PSG, et avec l'Espagne les matches de qualification pour le Mondial-2022 face à la Grèce et la Suède, en novembre.

FOOT /
QUALIFICATIONS
MONDIAL-2022
(RACISME)**Deux ans
d'interdiction de
stade pour des
supporters hongrois**

Plusieurs supporters hongrois ont écopé de deux ans d'interdiction de stade après des heurts avec la police anglaise mardi à Wembley lors du match de qualification pour le Mondial-2022 contre l'Angleterre (1-1), a annoncé jeudi la Fédération hongroise de football (MLSZ).

"Plusieurs personnes identifiées sur place par les agents de sécurité ont été interdites d'assister à des événements sportifs pendant deux ans en vertu des dispositions de la loi (hongroise) sur le sport", a déclaré Jeno Sipos, porte-parole de la MLSZ, sans préciser le nombre d'individus concernés.

Des incidents ont éclaté mardi peu après le coup d'envoi de la rencontre au sein d'un groupe d'environ 1000 supporters hongrois réunis dans un coin du stade. Des dizaines d'entre eux s'en sont pris à des stadiers, obligés de s'écarter avant l'arrivée de policiers munis de matraques.

L'incident a pris de l'ampleur lorsque la police est intervenue pour arrêter un supporter hongrois soupçonné d'avoir émis un commentaire raciste envers un stadière.

Des affrontements se sont poursuivis pendant plusieurs minutes avant que la police rétablisse l'ordre.

En septembre déjà, lors de la victoire de l'Angleterre contre la Hongrie à Budapest (4-0), la rencontre avait été entachée par des chants racistes de Hongrois visant Raheem Sterling et Jude Bellingham. Des projectiles ont aussi été lancés sur les joueurs anglais.

La sélection hongroise a été par la suite condamnée à jouer deux matches à domicile de compétitions Fifa à huis clos, dont un avec sursis.

MONDIAL-2022

**Les joueurs mis à disposition de
leur sélection une semaine avant
le début de la compétition**

Les joueurs internationaux pourraient être mis à disposition de leur sélections respectives une semaine avant le début de la Coupe du Monde 2022 de football, prévue du 21 novembre au 18 décembre au Qatar, selon les informations du quotidien sportif français L'Equipe.

Le quotidien sportif révèle avoir pris connaissance d'une circulaire publiée en juillet dernier par l'UEFA, indiquant que les clubs européens pourront libérer leurs internationaux, le 14 novembre prochain, soit une semaine avant le début de la compétition, prévue du 21 novembre au 18 décembre 2022 au Qatar.

La circulaire envoyée aux 55 fédérations européennes est un coup de semonce pour les potentielles sélections qualifiées à cette échéance majeure, qui devront raccourcir leur période de préparation au strict minimum. Un changement majeur motivé, selon l'instance européenne, par le déroulement du Mondial au mois de novembre et décembre, perturbant ainsi le déroulé des championnats majeurs par une coupure en plein milieu de leur

phase aller.

En France, l'équipe pourrait s'annoncer complexe pour le sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui peut compter sur un fort contingent d'internationaux algériens (13) évoluant en Ligue 1. Face à cette problématique, la Ligue française de Football Professionnel compte se réunir aujourd'hui (jeudi) en vue d'étudier les scénarios envisageables pour préparer le calendrier de la saison 2022/2023.

Selon la même source, la Ligue envisagerait plusieurs scénarios dont un qui ferait débiter la première journée le 7 août 2022 et se conclurait le week-end du 3-4 juin 2023, avec une coupure prévue à partir du 13 novembre 2022 soit un jour avant la date butoir fixée par l'UEFA.

Selon les scénarios envisagés, le championnat de France pourrait



marquer une pause de cinq à six semaines comprenant la période Mondial et post-compétition. Ainsi dans les cartons de la Ligue, on trouve la possibilité dans l'un des scénarios d'une reprise sous forme de "boxing-day" entre les deux fêtes de fin d'année.

Un chemin qui pourrait être suivi par d'autres Ligues européennes majeures qui devront dans les prochaines semaines formuler un calendrier intégrant l'équation d'un Mondial organisé pour la première fois de son Histoire. Pour la Ligue des Champions 2022/2023, les principaux changements sont prévus dans le déroulement de la phase de poules dont le début pourrait intervenir une semaine avant le début initial, soit le 6 et 7 septembre 2022, et s'achevant le 1er et 2 novembre 2022.

La finale de cette édition de la C1

est, quant à elle, prévue pour le 18 juin 2023. Quant aux deux autres compétitions européennes de clubs (Ligue Europa et Conférence League), leurs phases de poules respectives pourraient débiter le 8 septembre 2022 et leurs finales respectives être programmées 31 mai pour la C3 et le 7 juin pour la Conférence League. Ces mesures liées à l'aménagement de la fenêtre de préparation pré-Mondial concernent pour l'instant les joueurs évoluant dans des championnats dépendant de l'UEFA. Pour les autres confédérations, la réflexion sur le sujet est encore en cours même si pour l'AFC l'interruption cette année des championnats arabe-asiatiques en période de Coupe Arabe (30 novembre - 18 décembre 2021) semble donner des indications sur le scénario envisagé pour la saison prochaine.

SPORT (AFRIQUE)

L'AMA appelle au renforcement du système antidopage

Les pays d'Afrique ont été interpellés, par la direction de l'Agence mondiale antidopage (AMA), pour renforcer et à développer la capacité de leur programme national antidopage, lors d'un important forum virtuel auquel ont pris part dix ministres des sports du continent, en plus de la Commissaire à la santé, aux affaires humanitaires et au développement social de l'Union africaine.

"Les gouvernements sont des acteurs clés de l'AMA, et nous voulons nous assurer que vous êtes tenus au courant des derniers développements dans la lutte contre le dopage. Il est aussi important pour nous de connaître vos opinions et de répondre à vos questions, commentaires ou préoccupations.

Nous reconnaissons l'importance croissante du continent africain dans le sport et le rôle considérable que les gouvernements africains jouent dans l'écosystème antidopage, et nous voulons trouver des moyens de renforcer cette contribution", a indiqué le président de l'AMA, Witold Bažka à l'adresse des ministres des Sports et les autres hauts fonctionnaires des pays africains présents au forum, tout en les remerciant pour leur engagement dans la lutte antidopage, et encouragé un soutien accru dans la région.

Cette rencontre a été organisée par l'AMA dans le cadre d'une série d'événements de ce genre visant à recueillir les points de vue, les préoccupations et les idées des gouvernements du monde entier et à en discuter. Des réunions semblables ont eu lieu dans d'autres régions du monde et de nouvelles rencontres

sont prévues dans un avenir proche, y compris avec les ministres d'autres pays africains qui n'ont pas participé à ce forum.

Au cours du forum, le président de l'AMA a présenté une partie du travail actuellement entrepris par l'AMA, notamment en ce qui concerne la pandémie de COVID-19, le financement de la lutte antidopage et l'engagement des sportifs, ainsi que des projets à plus long terme associés au Plan stratégique 2020-2024 de l'AMA. Il a indiqué que pour assurer le succès du système antidopage, il était crucial que l'AMA continue de bénéficier du soutien des gouvernements en Afrique et ailleurs.

Le président de l'AMA a évoqué également, la nécessité de renforcer les capacités antidopage du continent africain, en précisant que chaque pays devrait disposer d'un programme rigoureux. Il a souligné que la collaboration était essentielle à cet effet. Les gouvernements jouent un rôle clé et doivent être disposés à faciliter le développement de programmes antidopage solides à l'échelle nationale, a-t-il affirmé.

"Un autre groupe de partenaires avec lequel nous devons collaborer davantage, ce sont les sportifs. La lutte contre le dopage est axée sur le bien-être et les droits des sportifs. Il est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour leur donner la possibilité de concourir sur un pied d'égalité", a ajouté Bažka.

L'AMA a assuré que l'une des grandes priorités du plan stratégique de l'AMA est d'être davantage centrée sur les sportifs et de garantir

leur participation à la lutte contre le dopage. "Nous devons être à l'écoute des besoins des sportifs, comprendre ce qui les frustre et les motive, et tenir compte de leurs points de vue puis prendre des décisions en conséquence. Trouver un terrain d'entente entre autant de points de vue différents n'est pas facile, mais il est important d'écouter et de savoir ce que les sportifs attendent du système mondial antidopage. Nous continuerons de nous assurer que les voix des sportifs africains soient entendues", a expliqué le président de l'AMA.

L'Agence mondiale antidopage a estimé qu'il faut encourager les gouvernements africains et les fédérations sportives africaines à travailler ensemble, afin de permettre au continent de contribuer au renforcement du mouvement mondial antidopage.

"Il est important de se serrer les coudes pour protéger la santé et le bien-être des sportifs africains, de s'exprimer d'une seule voix pour protéger les performances des sportifs et préserver la fierté nationale, de faire valoir conjointement les droits et les responsabilités des sportifs, et de créer en collaboration un environnement propice au développement et à la mise en œuvre de programmes antidopage robustes et durables. C'est cette philosophie qui a mené à la création de l'AMA il y a 22 ans, et elle est toujours vraie aujourd'hui. Si nous travaillons tous ensemble, nous pouvons tout réussir", a souligné, pour sa part, la vice-présidente de l'AMA et double médaillée d'or olympique en patinage de vitesse sur piste courte, Yang Yang.

LIGUE DES CHAMPIONS

Le CRB en péril à Abidjan, jouable pour l'ESS à Nouakchott

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et l'ES Sétif, tenteront de réaliser un bon coup en déplacement, en affrontant respectivement aujourd'hui les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas (16h00) et dimanche les Mauritaniens du FC Nouadhibou (15h00), dans le cadre du 2e tour préliminaire (aller).

Le CR Belouizdad, qualifié aux dépens des Nigériens d'Akwa United (aller : 0-1, retour : 2-0) abordera cette nouvelle édition de la C1 avec l'intention d'aller le plus loin possible, lui qui avait quitté l'épreuve en quarts de finale la saison dernière, face à l'ES Tunis (aller : 2-0, retour 0-2, aux t.a.b : 2-3). "On tentera d'être conquérant en Ligue des champions, c'est notre objectif. On doit franchir un cap et je vais tout faire pour laisser ma touche et contribuer grandement au projet du club", a indiqué le nouvel entraîneur du Chabab, le Brésilien Marcos Paqueta.

A pied d'oeuvre depuis mercredi à Abidjan, le CRB s'est déplacé avec un effectif de 24 joueurs, dont les deux des nouvelles recrues estivales, le défenseur Ahmed Aït Abdeslam et le milieu de terrain Sabri Cheraitia.

De son côté, l'ASEC Mimosas n'est pas un inconnu pour les Algérois, puisque les deux clubs se sont déjà rencontrés par le passé. Réputé pour son centre de formation, le club d'Abidjan reste loin de la compétition locale, puisque le début du championnat ivoirien a été reporté. Les Ivoiriens ont éliminé au 1er tour préliminaire les Sénégalais de Teungueth FC (aller : 1-0, retour : 1-0). Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral djiboutien conduit par Souleymane Ahmed Djama, qui sera assisté de ses compatriotes Ahmed Abderrazak et Rachid Bouraleh.

Contrairement au CRB, l'ES Sétif a hérité d'un adversaire relativement à sa portée : le FC Nouadhibou, dont le manque d'expérience sur le plan continental devrait faire les affaires des Sétifiens. Loin de se considérer dans la peau du favori,



L'Entente ne veut rien laisser au hasard et compte frapper un coup dès cette première manche prévue au stade de Nouakchott, comme l'a si bien indiqué l'entraîneur tunisien de l'ESS, Nabil Kouki.

"Nous avons bien préparé cette double confrontation. Nous irons à Nouakchott avec l'intention de réaliser un bon résultat face à une bonne équipe de Nouadhibou. Les joueurs sont prêts". Vainqueur mercredi en amical du MO Constantine (2-0), le vice-champion d'Algérie s'est qualifié au 2e tour préliminaire aux dépens des

Gambiens de Fortune FC (aller : 0-3, retour : 3-0, aux t.a.b : 5-4). Le FC Nouadhibou n'a disputé qu'un seul match en championnat mauritanien, soldé par une victoire le 24 septembre dernier sur le terrain de Trarza AC (1-0).

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral sénégalais conduit par Issa Sy, pour diriger ce match. Il sera assisté de ses compatriotes El-Hadjji Malick Samba et Djibril Camara. La seconde manche est programmée entre le 22 et le 24 octobre à Sétif et Alger.

R.S

Brèves

BOXE / ALGÉRIE

Stage de sélection du 27 octobre au 2 novembre à Alger

Un stage de prospection pour des pugilistes relevant de la catégorie des cadets se déroulera entre le 27 octobre courant et le 2 novembre prochain à la salle omnisports de Bordj El Kiffan (Alger), pour sélectionner les meilleurs athlètes qui représenteront les couleurs nationales aux prochains Championnats arabes de la catégorie, a-t-on appris hier auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB).

"Le stage est ouvert uniquement aux pugilistes ayant le statut de champion de wilaya" a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. La FAB a insisté par ailleurs sur le respect des mesures de prévention contre la COVID-19, et surtout sur le pass-sanitaire, qui leur sera probablement très utile en cas de sélection, pour voyager et disputer les prochains Championnats arabes. Cette compétition est prévue à la fin du mois de novembre prochain au Koweït, a-t-on encore appris de même source

R.S

COMITÉ INTERNATIONAL DES JEUX MÉDITERRANÉENS

Hammad élu au bureau exécutif

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, a été élu au bureau exécutif du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), lors de l'Assemblée générale tenue, jeudi, par visioconférence.

Hammad, qui était membre de la commission technique lors du précédent mandat olympique, a obtenu 76 voix, aux côtés du Croate Ljiljana Uj-laki Subic (79 voix), de l'Espagnol Cayetano Cornet (78 voix), du Turc Elif Ozdemir (76 voix), du Marocain Abdellatif Idmahamma (64 voix), du Slovène Blaz Perko (63 voix), du Libyen Mohamed Gremida (61 voix) et du Libanais Souhail Khouri (56 voix). Dix candidats postulaient au bureau exécutif du CIJM qui a un nouveau président, en la personne de l'Italien Davide Tizzano, membre du comité exécutif lors du précédent mandat (2017-2020) et qui succède à l'Algérien Amar Addadi, dont le mandat a pris fin après 18 ans passés à la tête de l'instance internationale.

Les postes de 1er et 2e vice-présidents sont revenus au Tunisien Mahrez Boussayene et au Français Bernard Amsalem, qui préside la commission de coordination des Jeux méditerranéens Oran-2022.

Les postes de secrétaire général et de trésorier sont revenus, respectivement, à Lakovos Filipppousis (Grèce) et Yiotis Ioannidis (Chypre). En plus de l'élection des membres du comité exécutif du CIJM, il y aura un vote pour la ville qui aura l'insigne honneur d'abriter les prochains Jeux méditerranéens de plage en 2023, sachant qu'Héraklion en Grèce est seule en lice. Il y aura également une présentation sur l'état d'avancement des préparatifs des villes abritant les prochains Jeux Méditerranéens : Oran-2022 et Tarente-2026.

R.S

COUPE ARABE

"Une aubaine pour des joueurs de l'équipe A de rester compétitifs"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a déclaré que la Coupe arabe, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre, serait une bonne occasion pour certains joueurs de l'équipe A, évoluant au Golfe, de rester compétitifs, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun.

"Nous allons mettre à profit cette Coupe arabe pour utiliser certains internationaux A évoluant au Golfe, tout en étant performants. Nous avons une relation de travail avec Bougherra (sélectionneur de l'équipe A), composée de joueurs locaux, ndlr). Seulement, on ne peut pas les sur-utiliser, il y aura un dosage à faire, on devra être bons là-dessus. Ils ne vont pas jouer tous les matchs, surtout si on ira au bout de la compé-

tion, avec un rythme d'un match chaque trois jours. Ce serait très risqué", a indiqué Belmadi dans un entretien diffusé mercredi soir sur le compte YouTube de la Fédération algérienne (FAF).

Des joueurs évoluant au Qatar, à savoir Djamel Benlamri (Qatar SC), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd) et Youcef Belaili (Qatar SC) sont présents pour prendre part à cette Coupe arabe, qui interviendra quelques semaines avant le coup d'envoi de la CAN-2021.

"La Coupe arabe va être une compétition relevée. Les championnats du Golfe vont s'arrêter pendant la période de ce tournoi, nous avons plusieurs joueurs qui jouent là-bas. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des joueurs qui s'arrêtent pendant trois semaines ou un mois, alors

que nous avons une Coupe d'Afrique qui va vite arriver (9 janvier - 6 février), après ce serait très difficile de les remettre en route", a-t-il ajouté. Belmadi a indiqué que cette Coupe arabe constituerait également une opportunité pour lui de voir à l'oeuvre certains éléments locaux, susceptibles d'intégrer à l'avenir les rangs de l'équipe nationale. "Tout le monde aura l'occasion de jouer, ce sera bénéfique pour l'équipe. Ce sera une occasion pour moi de superviser certains joueurs de cette sélection qu'on suit déjà depuis un moment et qui pourraient constituer une belle surprise".

Lors du rendez-vous arabe, l'Algérie évoluera dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban. Les coéquipiers de Réda Bensayah (JS Kabylie) entameront le

tournoi le mercredi 1er décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes), avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00).

Par ailleurs, et concernant le programme de préparation en vue de la CAN-2021, au cours de laquelle l'Algérie défendra son titre, Belmadi a assuré que "tout est déjà planifié". "Nous avons déjà en tête le stage pré-compétitif pour la CAN-2021. Nous avons déjà tout planifié, nous avons une vision. On sait combien de matchs amicaux nous allons jouer avant cette CAN. Tout est plus ou moins prêt, il faudra juste appuyer sur les boutons", a-t-il conclu.

R.S

FOOT / QUALIF. MONDIAL-2022

La réfection de la pelouse du stade Tchaker lancée

Les travaux de réaménagement de la pelouse du stade Chadid Mustapha-Tchaker ont été confiés à l'entreprise "Natural Grass" qui a déjà entamé le chantier en prévision du match Algérie-Burkina Faso prévu le 14 novembre dans le cadre de la 6e et dernière journée des éliminatoires du Mondial-2022 au Qatar, a-t-on appris jeudi du directeur de cette entreprise. A ce propos, Farid Bousaâd a indiqué à l'APS qu'il a été sollicité par la Fédération algérienne de football (FAF) pour procéder à la réfection de la pelouse du stade Tchaker, dont l'état s'est nettement détérioré depuis quelque temps. Cette situation a irrité au plus haut point le

sélectionneur national, Djamel Belmadi, et ses joueurs qui étaient montés au créneau pour déplorer l'état du terrain de la "citadelle" des "Verts" après leurs deux derniers matchs dans ce même stade contre Djibouti (8-0) et le Niger (6-1). Le directeur de "Natural Grass", dont l'entreprise est chargée de la réalisation des pelouses des terrains de football et d'athlétisme du complexe sportif d'Oran, a poursuivi, en outre, qu'il était en train d'utiliser de "produits et matériel modernes" pour permettre à la pelouse de retrouver toute sa splendeur avant le jour "J". Le ministère de la Jeunesse et des Sports vient de confier à la FAF la gestion du stade

de Tchaker après les carences constatées au niveau de la pelouse de cette infrastructure, causant préjudice à l'équipe nationale ou elle y évolue depuis 2008. Les protégés de Djamel Belmadi, qui restent sur une victoire ramenée de Niamey face au Niger (4-0) pour le compte de la 4e journée, partagent la première place de leur groupe A avec le Burkina (10 pts chacun), mais bénéficient de l'avantage du goal-average. Seul le premier se qualifiera aux barrages, à l'issue desquels cinq sélections du continent africain valideront leurs billets pour le rendez-vous footballistique planétaire, rappelé-t-on.

R.S

UN MORT ET HUIT BLESSÉS À BEYROUTH

Le Liban à nouveau face au spectre de la guerre civile

Des échanges de tirs ont fait au moins six morts en marge d'une manifestation organisée par Hezbollah et Amal contre le juge en charge de l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth.

«C'était l'apocalypse», témoignent des habitants de l'avenue Sami el-Solh, dans le quartier de Tayyouné, à la sortie sud-est de Beyrouth, sur l'ancienne ligne de démarcation de la guerre civile. «Jusqu'en milieu d'après-midi, on entendait des détonations, des tirs de mitrailleuse et même l'explosion sourde de roquettes.

C'était lors de la manifestation organisée dans la matinée du jeudi par le Hezbollah et le mouvement Amal que tout a dégénéré. Le cortège, au sein duquel se trouvaient de nombreux hommes lourdement armés et cagoulés, a très vite dégénéré en affrontements armés. «Un manifestant est tombé blessé à mort par ce qui semble être un tir de sniper. Un échange de tirs pendant une manifestation à Beyrouth des mouvements Hezbollah et Amal pour exiger le limogeage du juge chargé de l'enquête sur l'explosion au port de la capitale, rapportent des médias.

La victime a été tuée par un tir dans la tête et trois des huit blessés sont dans une situation critique, a précisé Mariam Hassan, de l'hôpital Sahel, dans la banlieue sud de Beyrouth, selon l'AFP. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a accusé lundi le juge menant l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, d'avoir des "objectifs politiques", appelant à son remplacement par un magistrat "honnête et transparent".

Le juge Tareq Bitar, chargé de l'enquête depuis février après que son prédécesseur a été récusé par la cour de Cassation, est dans le collimateur de nombreux responsables politiques, pour avoir convoqué l'ex-Premier ministre Hassan Diab et quatre anciens ministres.

Il a été forcé en septembre de suspendre son enquête pendant une semaine, en raison d'une plainte déposée contre lui par un ex-ministre, Nohad al-Machnouk, soupçonné d'implication dans le drame et réclamant le



dessaisissement du juge. Des centaines de Libanais en colère étaient descendus dans la rue pour protester contre la suspension de l'enquête.

MOSCOU APPELLE LES FORCES POLITIQUES À "FAIRE PREUVE DE RETENUE"

La Russie a appelé vendredi les forces politiques au Liban à "faire preuve de retenue" afin que la situation ne se "détériore pas davantage" après les combats de rue et violences ayant fait six morts à Beyrouth. "Nous appelons tous les politiques libanais à faire preuve de retenue et de prudence et à recommencer à travailler ensemble de manière constructive pour résoudre les problèmes", a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué, relayé par des médias. Se disant "extrême-

ment préoccupé par la tension politique croissante au Liban", Moscou a appelé à régler la crise "sur la base du respect et mutuel, sans interférence extérieure".

"Nous sommes convaincus que le gouvernement (de Najib) Mikati, qui s'est battu avec acharnement, saura relever ce dangereux défi et ne permettra pas à la situation du pays de se détériorer davantage", a-t-il ajouté.

Des combats de rue ont opposé jeudi des hommes armés à Beyrouth après des tirs lors d'une manifestation organisée par les mouvements Hezbollah et Amal, des violences qui ont fait six morts.

Ces affrontements ont eu lieu sur fond d'enquête sur l'énorme explosion au port de Beyrouth l'an dernier.

R.I

TUNISIE

Le Président Saïed rejette les "ingérences" étrangères

Le président tunisien Kais Saïed s'en est pris jeudi à l'un de ces prédécesseurs sans le nommer, l'accusant de "comploter" contre la sûreté de l'Etat en faisant appel au soutien de pays étrangers, ont rapporté jeudi des médias locaux.

"La Tunisie est un Etat libre et

indépendant et il n'est pas question de s'ingérer dans ses affaires (...). Notre souveraineté passe avant tout, notre dignité passe avant tout", a martelé le président Saïed à l'ouverture du premier conseil des ministres depuis la formation lundi d'un nouveau gouvernement.

"Pas question de comploter contre la sûreté de la Tunisie (...), nous n'acceptons pas que notre souveraineté soit mise sur la table des négociations avec l'étranger", a-t-il ajouté, en faisant allusion à l'ancien président Moncef Marzouki, sans le citer nommément.

"Il (Moncef Marzouki) figure parmi les ennemis de la Tunisie et il n'est pas question qu'il continue à bénéficier de cet avantage et de faire le tour des capitales (...) pour porter atteinte aux intérêts de la Tunisie", a dit M. Saïed.

R.I

NUCLÉAIRE

L'UE attend les réponses de Washington et Téhéran

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell convoquera une réunion des négociateurs de l'accord sur le nucléaire iranien dès que toutes les parties seront d'accord et attend les réponses de Washington et de Téhéran, a annoncé jeudi son porte-parole.

Le négociateur européen Enrique Mora, coordonnateur du texte signé en 2015, est à Téhéran où il va souligner "l'urgence de recommencer les discussions", a rappelé Peter Stano. "Nous attendons la réponse des Iraniens", a-t-il précisé.

"Josep Borrell est pour sa part à Washington où il va s'entretenir avec son homologue américain Antony Blinken de l'accord sur le nucléaire iranien. Nous verrons le résultat de ces discussions", a-t-il ajouté.

Le président américain Joe Biden s'est dit prêt à revenir dans l'accord conclu entre l'Iran et les grandes puissances, à condition que l'Iran renoue parallèlement avec ses engagements.

Des négociations indirectes entre Washington et Téhéran, par l'intermédiaire des autres parties à l'accord, ont démarré en avril à Vienne pour sauver cette entente, mais sont suspendues depuis l'élection en juin d'un nouveau président iranien.

"Une réunion sera convoquée si toutes les parties sont d'accord et si elles sont prêtes", a assuré Peter Stano. "Il y a urgence à reprendre les discussions très prochainement", a-t-il affirmé.

Les Etats-Unis ont haussé le ton contre Téhéran et fait planer mercredi la menace

d'un recours à l'option militaire contre l'Iran en cas d'échec de la diplomatie pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique, but de l'accord de 2015.

L'accord conclu entre l'Iran d'une part et les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie, la France et l'Allemagne de l'autre, offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions internationales en échange d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous le strict contrôle de l'ONU.

Après le retrait unilatéral des Américains de l'accord en 2018 sous la présidence de Donald Trump, Téhéran a progressivement abandonné ses engagements. Les Etats-Unis ont en retour imposé des sanctions.

R.I

Brèves

CANADA

Le nouveau gouvernement de Justin Trudeau sera dévoilé le 26 octobre

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau dévoilera un nouveau gouvernement le 26 octobre et la rentrée parlementaire aura lieu le 22 novembre, a-t-il annoncé vendredi, plusieurs semaines après la courte victoire des libéraux aux législatives. "La parité hommes-femmes sera maintenue au sein du nouveau Conseil des ministres", a déclaré le cabinet du Premier ministre dans un communiqué. Le chef du gouvernement canadien a déjà indiqué que la vice-Première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland serait maintenue à son poste. Les priorités du nouveau gouvernement libéral seront notamment "d'accélérer les efforts de lutte contre les changements climatiques" et "d'avancer" sur le sujet de la réconciliation avec les peuples autochtones. En outre, Ottawa souhaite que tous les députés de la 44e législature soient entièrement vaccinés contre le Covid-19.

"Les Canadiens s'attendent à ce que leurs représentants élus donnent l'exemple dans la lutte contre ce virus", est-il écrit dans le document. Justin Trudeau avait déclenché à la mi-août des élections anticipées pour tenter de regagner la majorité absolue au Parlement. Après un récent recensement des voix, il aura cinq députés de plus que lors de son deuxième mandat, contre quatre annoncés après le scrutin. Les libéraux de Justin Trudeau comptent ainsi 160 des 338 sièges de la Chambre des communes contre 119 pour le parti conservateur. A cela s'ajoutent 32 sièges pour le Bloc québécois (indépendantiste), 25 pour le Nouveau Parti démocratique (NPD, gauche), et deux pour le Parti vert.

POUR LES VACCINÉS LE 8 NOVEMBRE

Washington lèvera les restrictions d'entrée aux frontières

Les Etats-Unis leveront le 8 novembre, pour les personnes vaccinées, les restrictions en place depuis mars 2020 sur les voyages internationaux. "La nouvelle politique américaine sur les voyages, qui exige la vaccination pour les voyageurs étrangers se rendant aux Etats-Unis, entrera en vigueur le 8 novembre", a annoncé vendredi la Maison Blanche dans un communiqué précisant la date de cette levée, qui avait déjà été annoncée le mois dernier.

Ce nouveau dispositif s'appliquera aussi bien aux voyageurs arrivant par voie aérienne, qu'à ceux traversant les frontières terrestres avec le Canada et le Mexique.

Face à la pandémie, les Etats-Unis avaient fermé leurs frontières à partir de mars 2020 pour des millions de voyageurs en provenance notamment de l'Union européenne, du Royaume-Uni ou de Chine, puis plus tard d'Inde ou du Brésil. Ils avaient aussi fermé leurs points d'entrée par voie terrestre aux visiteurs venus du Canada et du Mexique.

Cela a pu causer des situations personnelles douloureuses et des dommages économiques. Pour les voyageurs arrivant par les airs, les Etats-Unis demanderont, en plus d'une preuve de vaccination et d'un test dans les trois jours avant le départ, la mise en place par les compagnies aériennes d'un système de suivi des contacts. Pour la voie terrestre, la Maison Blanche avait annoncé cette semaine que la levée des restrictions se ferait en deux temps. A partir du 8 novembre, pourront traverser la frontière du Canada ou du Mexique les personnes venant pour des raisons jugées non-essentiellles, par exemple familiales ou touristiques, à condition d'être vaccinées. Les personnes venant pour des motifs impérieux - par exemple les chauffeurs routiers - en seront dispensées.

Mais à partir de janvier, l'obligation vaccinale vaudra pour tous les visiteurs franchissant les frontières terrestres, quel que soit leur motif d'entrée aux Etats-Unis.

R.I

TÉLÉ

VISION



6ter Hawaii 5-0

21h05



Un écrivain est retrouvé mort chez lui après qu'on lui a tiré une balle dans la tête.



Columbo

21h05



Alors que Columbo assiste à l'enterrement de son épouse, il aperçoit une jeune femme qui l'observe et semble se réjouir de la situation.



Modern Family

21h05



La vie quotidienne de la famille américaine Pritchett est dévoilée sous forme de documentaire.



Ghost Adventures

21h00



Zac et son équipe continuent leurs investigations sur le cimetière du Pacifique, avec l'exploration du phare du cap Disappointment.

TF1 The Voice All Stars

21h05



Les 15 candidats encore en compétition s'affrontent maintenant pour la demi-finale en direct.

Commissaire Magellan

21h05



Mathieu Deschamps est un chanteur qui a connu son heure de gloire avant d'interrompre brutalement sa carrière.



Atlantic Crossing : Liaison royale

21h05



La princesse héritière norvégienne en exil Märtha transcende ses obligations de princesse et de mère pour devenir une figure influente de la politique mondiale.

Steffi Graf et Andre Agassi fêtent leurs 20 ans de mariage



Steffi Graf et Andre Agassi vont prochainement renouveler leur vœux. Une cérémonie qui aura pour but de célébrer leurs vingt ans de mariage.

C'est l'un des couples mythiques du tennis depuis de longues années. Si aujourd'hui des joueurs de tennis continuent de se mettre en couple, à l'image de Gaël Monfils et de sa femme Elina Svitolina, les précurseurs dans le genre, ce sont bien Andre Agassi et Steffi Graf. Véritables stars de la discipline dans les années 80 et 90, les deux sportifs se sont trouvés après leur victoire simultanée à Roland Garros en 1999. Une très belle histoire d'amour entre deux immenses stars de la discipline et qui a déchainé les médias pendant de longues années.

Les deux tourtereaux ont eu deux enfants, un garçon nommé Jaden Gil et une fille, Jaz Elle. Après leur rencontre en 1999, ils décident de se marier le 22 octobre 2001 du côté de Las Vegas, ville où ils ont élu résidence depuis. Dans Quelques jours, cela fera tout pile 20 ans qu'Andre Agassi, âgé de 51 ans, a épousé Steffi Graf et pour l'occasion, les amoureux ont pris la décision de renouveler leurs vœux.

En effet, l'ancienne joueuse de 52 ans n'a pas pu à l'époque porter la robe de ses rêves. L'ex de Brooke Shields et sa femme vont donc réparer cette erreur en renouvelant leurs vœux entourés de leurs proches. C'est d'ailleurs des amis du couple qui ont laissé filtrer l'information.

Pour l'anecdote, c'est en la voyant lors d'une interview télévisée qu'Andre Agassi est tombé amoureux de Steffi Graf, comme il le raconte dans son autobiographie, Open. "J'ai le béguin pour Steffi depuis que j'ai vu une interview d'elle à la télévision française. J'ai été époustoufflé par sa beauté naturelle", raconte-t-il. Visiblement toujours aussi amoureux, il va donc une nouvelle fois pouvoir prouver son amour à sa femme.

Quotidien National d'Information
Édité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
03, rue Ali Boumendjel, Casbah, Alger-Centre
Siège de la rédaction
03, rue Ali Boumendjel, Casbah, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

MUSÉE DU BARDO À ALGER Inauguration d'une exposition d'ethnographie africaine

Lors de l'ouverture d'une exposition d'ethnographie africaine au musée du Bardo, la ministre de la Culture et des arts, Wafa Chaâlal a estimé que cet événement culturel "est l'occasion de rappeler à ceux qui ignorent l'histoire, que l'Afrique a toujours été peuplée par ses habitants indigènes avant l'avènement de ceux qui ont réduit en esclavage ses enfants en s'emparant de ses richesses.

"Elle a ajouté que ces actes constituaient "les formes les plus odieuses de génocide contre ses populations par (ce) colonialisme barbare, qui reste un affront à l'histoire de l'humanité", soulignant que "ce n'est aucunement un honneur de vanter ou de glorifier aujourd'hui les soi-disant exploits civilisationnels du colonialisme ou justifier les crimes commis en son nom. "Les sacrifices consentis par les peuples africains pour la liberté et l'émancipation, ceux des peuples en lutte qui sont toujours sous occupation dans notre continent ou de ceux qui refusent l'ingérence dans leurs affaires, reflètent l'ampleur du rejet des diktats extérieurs", a-t-elle souligné. Et d'ajouter que ces pays "sont déterminés à parachever leur indépendance en dessinant les contours de leur renaissance, notamment à travers la libéralisation économique prévue par l'Accord de zone de libre-échange continentale africaine et les mécanismes d'action prévus par l'Union africaine (UA)", a-t-elle soutenu. A ce propos, Mme. Chaâlal a estimé que la création du Musée Africain s'inscrivait "parmi les mécanismes de co-



pération dans le domaine culturel, car il servirait de miroir reflétant le patrimoine matériel et immatériel du continent africain symbolisant le génie de ses peuples et leurs apports en faveur de la civilisation humaine". Concernant cette exposition, Mme Chaâlal a estimé qu'"elle reflète notre histoire, la richesse de notre culture, notre appartenance et nos racines africaines". La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de nombre d'ambassadeurs de pays africains, dont le Ghana, le Sénégal et Madagascar ainsi que d'au-

tres ambassadeurs de pays européens et latino-américains. Pour sa part, le directeur du musée national du Bardo, Zohier Harichene, a fait savoir que l'organisation de cette exposition, qui est le fruit de plus de six mois de travail, "intervient dans le cadre d'un projet de réalisation d'un musée africain". Il a souligné, en outre, que les objets exposés "proviennent de la galerie de ce musée qui compte près de 1.000 objets d'antiquité d'Afrique subsaharienne, originaires dans leur majorité des pays d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est, à l'instar du

Niger, du Nigeria, d'Ethiopie et de Madagascar". Ces objets sont sous forme de "sculptures, de paniers, d'instruments de musique, de masques et d'armes... qui datent de la fin du 19e siècle et début du 20e siècle. Certains ont été achetés durant l'époque coloniale et d'autres lors du Festival Panafricain organisé en Algérie lors des années 1960", a-t-il expliqué. L'exposition d'ethnographie africaine sera ouverte au public samedi prochain et se poursuivra jusqu'au mois de mars 2022. R.C

Ouverture officielle de l'année culturelle 2021-2022

Un spectacle de danses et de chants du répertoire algérien a été présenté, jeudi soir à Alger, par le Ballet de l'Opéra d'Alger et l'Ensemble Aheillil de chants du Gourara, dans le cadre de l'ouverture officielle de l'année culturelle 2021-2022. Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih et sa directrice générale, Fatma Zohra Namous Senouci, l'année culturelle 2021-2022 a été ouverte en présence de plusieurs membres du gouvernement. Une immersion anthropologique hautement esthétique, a été proposée lors de cette soirée inaugurale, à travers, "Racines", une série de danses chorégraphiques narratives conçues et mises en scène par Fatma Zohra Namous Senouci et des chants de l'Aheillil, genre poétique et musical emblématique des Zénètes du Gourara, inscrit en 2008 par l'Unesco sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Devant un public relativement nombreux, asprent au strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la propagation du Coronavirus, seize ballerines et onze danseurs, ont présenté dans la grâce du mouvement et la beauté du geste, cinq danses, "Karkabou", "Reguibettes" (région de Tindouf), "Touaregs", "Chaouie" et "Kabylie", alors que la vingtaine de choristes de la troupe Aheillil a rendu quelques pièces spirituelles, célébrant la pureté de l'âme, en harmonie avec son créateur. Mettant en valeur la diversité et la richesse du patrimoine culturel algérien, le ballet de l'Opéra d'Alger a embarqué l'assistance dans une randonnée onirique, à travers une fusion prolifique des genres, qui a mêlé la danse et la musique, à la narration d'une voix présente qui annonçait chaque scène dans une prose au lyrisme poétique monté sur des tableaux de dessin sur sable projetés sur le grand écran de l'Opéra d'Alger. La troupe Aheillil de chants du Gourara a, quant à elle, célébré, la pureté de la parole à travers des textes empreints de spiritualité et de louanges à Dieu et à son Prophète Mohamed, ainsi que l'expression des cadences ternaires, par une manière singulière de maîtriser le rythme en le répartissant sur plusieurs pupitres, entre diverses façons de tenir la cadence par le claquement des mains et la variation dans les percussions. Durant près de deux heures de temps, les danseurs du Ballet de l'Opéra d'Alger et les choristes de l'Ensemble Aheillil, ont rendu une belle fresque de danses et de chants, restituant au public, dans la joie de la réouverture des salles de spectacles après près de deux ans de pandémie, la tradition ancestrale de l'Algérie autochtone, en l'invitant à méditer la grandeur de son histoire et la richesse de son patrimoine culturel. R.C

La bande-annonce de "The Tender Bar" réalisé par George Clooney dévoilée

La bande-annonce de "The Tender Bar", le dernier film réalisé par George Clooney, avec Ben Affleck et Tye Sheridan, est dévoilée jeudi par Amazon Studios. Le drame sera présenté en avant-première dans les cinémas de New York et de Los Angeles le 17 décembre, avant de sortir en Amérique du Nord le 22 décembre. Le long métrage sera disponible le 7 janvier sur Amazon Prime Video. William Monahan, qui a remporté un Oscar pour "The Departed", a écrit les mémoires lauréates du prix Pulitzer basées sur les mémoires éponymes de JR Moehringer. "The Tender Bar" est centré sur JR (joué par Daniel Fianieri), un enfant, et Tye Sheridan, un adulte), un jeune homme de Long Island orphelin de son père, qui recherche des figures paternelles parmi les propriétaires d'un bar tenu par son oncle (Ben Affleck). Le casting comprend Lily Rabe et Christopher Lloyd. Clooney et Grant Heslov sont producteurs via Smokehouse Pictures avec Ted Hope pour Amazon. Moehringer est producteur exécutif. R.C

CINÉMATHEQUE ALGÉRIENNE

Hommages à des figures du cinéma et une série de projections jusqu'à la fin 2021

Des hommages à des figures du cinéma et du théâtre algériens ainsi que des cycles thématiques dédiés à des événements historiques sont au programme de la cinémathèque algérienne pour le dernier trimestre de l'année en cours. Prévue jusqu'au 17 octobre, la "semaine du film de l'immigration" propose six films traitant des massacres du 17 octobre 1961, un crime colonial commis à Paris durant la guerre de libération, revisité notamment à travers les documentaires "Le silence du fleuve" (1991) de Mehdi Lallaoui, "Ici on noie les Algériens" de Yasmina Adi et "Octobre à Paris" de Jacques Panijel, premier film traitant de cet événement sorti en 1962. Toujours dans le sillage des faits saillants ayant marqué la lutte des Algériens pour l'indépendance, le public pourra également assister à la présentation de plusieurs films sur la révolution comme "Patrouille à l'est" de Amar Laskri, "L'opium et le bâton" de Ahmed Rachedi ou encore "Les enfants de

Novembre" de Moussa Haddad. La cinémathèque d'Alger prévoit, d'autre part, une série d'hommages à des figures qui ont marqué, de leur empreinte, le cinéma et le théâtre algériens. Mustapha Kateb, Mustapha El Anka, Kel-tout, ou encore Mohamed Bouamari seront ainsi évoqués à travers la présentation de films qu'ils ont réalisés, qui leur sont consacrés ou auxquels ont participé comme ac-

teurs. Les passionnés du "Western italien" pourront suivre à partir de dimanche jusqu'au 27 octobre un cycle dédié à ce registre, alors que les amateurs de "science fiction" pourront découvrir une programmation spéciale à partir du 20 novembre. Enfin, la cinémathèque rend hommage au tandem Laurel et Hardy, duo comique formé par les acteurs Stan Laurel et Olivier Hardy. R.C

Jennifer Lawrence prépare son retour au cinéma avec une comédie

La comédienne américaine Jennifer Lawrence tiendra le premier rôle de "No Hard Feeling", une comédie dirigée et coécrite par Gene Stupnisky, le brillant scénariste et coproducteur de la série The Office. Sony Pictures en a acquis les droits de haute lutte. Ce long-métrage s'ajoute à la longue liste des projets de la comédienne, qui a décidé de faire une

pause depuis 2019. La star de Hunger Games sera aussi à l'affiche de la comédie Don't Look Up, du réalisateur Adam McKay, aux côtés de Leonardo DiCaprio, Jonah Hill, Cate Blanchett ou encore Meryl Streep. Le film sortira en décembre. Jennifer Lawrence doit également jouer dans Mob Girl, réalisé par Paolo Sorrentino, et incarner la fondatrice de Theranos, Eliza-

beth Holmes, dans Bad Blood, d'Adam McKay Jennifer Lawrence a profité de ses vacances loin des plateaux de cinéma pour s'occuper de sa vie personnelle et s'engager pour les droits civiques. La comédienne a épousé le marchand d'art Cooke Maroney. Ils ont annoncé, en août, attendre leur premier enfant. R.C

Nombres croisés

	1	2	3	4	5	6
I						
II						
III						
IV						
V						
VI						

HORIZONTELEMENT

- I. Année de naissance de Johnny Hallyday.
- II. Multiple de 211.
- III. Le département de Marnes-la-Coquette, son dernier domicile. Le nombre d'albums qu'il a enregistrés en studio.
- IV. L'âge de son décès. Multiple de 11.
- V. Le nombre total de ses albums, incluant les "live".
- VI. Une année où il a frôlé la mort.

VERTICALEMENT

- 1. L'année où il reçoit la Légion d'Honneur.
- 2. Le nombre de films dans lesquels il a joué un rôle (hors apparitions).
- 3. Le nombre d'années de sa collaboration avec Philips, avec un nombre d'albums équivalent. Le nombre de disques d'or à son actif.
- 4. Le nombre total de concerts qu'il a donnés dans toute sa carrière.
- 5. L'année de son décès.
- 6. Le nombre de Victoires de la musique qu'il a obtenues, toutes catégories confondues. Le nombre total de titres qu'il a interprétés.

Grille muette N° 357

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

- 1 La moitié d'un Thiers.2 Prêchent la bonne parole.3 Biocarburants.- Donc je suis...4 Ne prenait pas la parole, ouvertement.- Elle ne lâche pas la grappe !5 Spécialisé dans l'art ou l'économie.- Une lune d'enfer mais pas dans notre système solaire.6 Artisans du désordre !7 Dague à flamme.- Unité de stratigraphie.8 Coup au piquet.- Pas dans les étoiles.9 Bien de chez nous.10 Nettoie avant lavage.

Verticalement

- 1 Donne de la voix, plutôt deux fois qu'une.2 Suffisantes.3 Grandes sauterelles, mais pas dans le même ordre.4 Conseils venant de la gauche.- Dans le Groupe 2.5 Le petit pouce, mais pas chez nous.- Du genre spectre de la forêt.6 Règne sur le sous-sol ou révèle au grand jour.- Finance le FSV en partie.7 Le flegme français.8 On peut dire qu'il a un pied égyptien...- Passe par les fils pour entrer dans le cercle.9 S'il est bon, il est sûr de lui.- Peintre ou mousse.10 N'est pas du genre mûlasse.

Mots croisés grille N° 357

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

- 1 Mets mais ne met pas en appétit.2 Portent des testicules... mais pas chez nous.3 Dans le 82.- Passent pour des laminoirs.4 Fait Florès.- Baissa ou augmenta le prix.5 A un coeur de pierres.6 Ont le même statut qu'Aragon.7 La main japonaise.- Accusatif de 'ego'.- Vieille larme de Kohala.8 Sa grand-mère est Aphrodite.- Des russes fumeux.9 Qui méritent assurément le bonnet d'âne!10 Calment plus que les autres ?

Verticalement

- 1 Brouillons ... à l'oreille.2 N'est pas tueuse à gages, bien au contraire !3 Sont en passe de plier leur gaule ou de taquiner le goujon.- Saint ou sur les seins d'Isis.4 Un hic, mais il y a bien longtemps.- Proche du Chlore.5 Port de Ballard.- Si seulement il se tournait !6 Sur la toile, il fait le tour de lui-même.- Froid, il n'enrichit personne...- Un fin gourmet.7 A ses habitudes.- Anatole.8 Tels des droits sous l'Empire.- Peut inonder le bavarois.9 Fait par un mineur.- Abondant dans son canton.10 Avant terrasse ou terrasse derrière.

Deux morts dans un accident de la route à El Asnam

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu jeudi en fin d'après-midi sur la RN 5 à El Asnam (Est de Bouira), selon les services de la protection civile. L'accident s'est produit à 17h35 sur la RN 5 à El Asnam suite à une collision mortelle entre deux véhicules touristiques. "Un homme de 40 ans et sa sœur de 43 ans ont rendu l'âme sur le coup", a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. Deux autres personnes, un jeune homme de 29 ans et jeune fille de 24 ans, ont été blessées et évacuées à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Bouira pour recevoir les soins nécessaires, selon les détails fournis par l'officier Abdat. Une enquête a été ouverte par les services de la police pour élucider les circonstances de cet accident.

CONSTANTINE

Saisie de près de 12.600 comprimés psychotropes

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Constantine ont réussi à saisir près de 12.600 comprimés psychotropes et procédé à l'arrestation de trois (3) personnes impliquées dans deux affaires distinctes, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps de sécurité. La première opération a été concrétisée suite à des renseignements parvenus aux éléments de la brigade d'Ali Mendjeli, faisant état de l'activité d'une personne s'adonnant au trafic de psychotropes, a précisé la cellule de com-

munication du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Les recherches engagées par les services concernés ont permis d'arrêter ce trafiquant en possession de 7.050 unités de substances psychotropes ainsi que son acolyte, a ajouté la même source. Une affaire similaire a été traitée par les services de la brigade de la commune d'El Khroub, où il a été procédé également à l'arrestation d'une troisième personne en possession de près de 5.600 comprimés psychotropes, a souligné la même source. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des trois mis en cause, âgés de 26, 33 et 44 ans, pour stockage, possession et trafic illicite de substances psychotropes, lesquels ont été présentés devant les instances compétentes, a-t-on noté.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
05:38	12:41	15:44	18:14	19:33

Météo

Alger		26	Tizi Ouzou		25
Tiaret		24	Béjaïa		25
Constantine		24	Oran		26

MÉTRO DE MOSCOU

Lancement du paiement par reconnaissance faciale

La ville de Moscou a lancé hier le paiement par reconnaissance faciale dans le métro de la capitale, dernier exemple en date du développement rapide, et pour certains controversé, de cette technologie en Russie. "Pour entrer dans le métro, les passagers n'ont pas besoin de carte ou de smartphone - il suffit de regarder dans la caméra du tourniquet.

Vous n'avez pas besoin de toucher votre smartphone ou toute autre surface", a indiqué le maire adjoint chargé des transports, Maxime Likoutov, cité dans un communiqué de la mairie. Selon lui, Moscou est "la première ville au monde où le système fonctionne à une telle échelle" avec 241 stations de métro prises en charge. Il a précisé que le paiement par reconnaissance faciale n'est "qu'un moyen de payer parmi d'autres" et qu'il reste "volontaire". M. Likoutov a dit s'attendre à ce que 10 à 15% des passagers utilisent régulièrement ce système d'ici "deux ou trois ans". Il doit notamment permettre de réduire les temps d'attente dans le gigantesque réseau du métro moscovite, l'un des plus fréquentés d'Europe.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

101 nouveaux cas, 75 guérisons et 3 décès

Cent-un (101) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 75 guérisons et 3 décès ont été enregistrés en Algérie, a annoncé, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.106, celui des décès à 5867 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140.619. Par ailleurs, 13 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas en 24 heures, 21 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Une bande criminelle arrêtée, 23 kg de cannabis saisis

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger (SWA) ont arrêté une bande criminelle composée de quatre (4) individus et saisi plus de 23 kg de stupéfiants et 17.520 gélules psychotropes, indique jeudi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la circonscription est de la Police judiciaire (SWA) ont procédé à "l'arrestation et au démantèlement d'une bande criminelle organisée s'adonnant au trafic de stupéfiants et de psychotropes, et à des activités de faux et usage de faux de

documents administratifs". Traitée sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'affaire a abouti à l'arrestation de "4 suspects (27 à 41 ans), et à la saisie de 23,550 kg de cannabis et 17.520 gélules psychotropes". Un véhicule touristique servant au transport des produits prohibés avec un faux dossier de base, un montant de 100.000 DA, et 5 téléphones portables ont été également saisis, précise la même source. Après parachèvement des formalités légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

TUNISIE

Plus de 120 migrants secourus au large

Au total, 122 migrants ont été secourus au large des côtes orientales de la Tunisie, a annoncé jeudi le ministère tunisien de la Défense. Selon la même source, des unités de la marine tunisienne avaient porté secours mercredi à ces migrants quand leur embarcation était tombée en

panne à 30km au nord-est de l'île de Kerkennah, relevant de la province de Sfax. Les migrants ont tenté dans la nuit de mardi à mercredi d'atteindre l'Italie depuis la ville de Sidi Mansour. Il s'agit de ressortissants de différents pays africains, âgés de 16 à 40 ans dont 17 femmes, précise le ministère.

TUBERCULOSE

Les décès repartent à la hausse en raison du Covid



La perturbation des services de santé due au Covid-19 a anéanti des années de lutte contre la tuberculose dont les décès sont repartis à la hausse pour la première fois en plus de dix ans, a alerté l'OMS jeudi. Et la situation semble loin de s'améliorer car un nombre croissant de personnes ne savent pas qu'elles souffrent de la maladie, que l'on peut traiter et guérir, s'inquiète l'Organisation mondiale de la santé, dans son rapport annuel sur la tuberculose qui porte sur 2020. L'OMS estime qu'environ 4,1 millions de personnes souffrent de tuberculose mais n'ont pas été diagnostiquées ou n'ont pas été officiellement déclarées, un chiffre en forte hausse par rapport aux 2,9 millions de 2019. La pandémie de Covid-19 a annulé des années de progrès

mondiaux dans la lutte contre la tuberculose, une maladie provoquée par le bacille tuberculeux qui touche le plus souvent les poumons. Selon le rapport, il y a eu l'an dernier 214.000 décès dus à la tuberculose parmi les personnes séropositives (contre 209.000 en 2019) et 1,3 million de décès dus à la tuberculose parmi les autres personnes (contre 1,2 million en 2019). Soit un total de quelque 1,5 million de morts, une situation qui renvoie le monde à 2017, s'inquiète l'OMS. "Ce rapport confirme nos craintes que la perturbation des services de santé essentiels due à la pandémie pourrait commencer à réduire à néant des années de progrès contre la tuberculose", a souligné le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, dans un communi-

qué. "Il s'agit d'une nouvelle alarmante qui doit servir de signal d'alerte mondial quant au besoin urgent qu'il y a à investir et innover pour combler les lacunes en matière de diagnostic, de traitement et de soins pour les millions de personnes touchées par cette maladie ancienne mais évitable et traitable", a-t-il ajouté.

La hausse des décès met en péril la stratégie de l'OMS qui a pour objectif de réduire de 90% les décès dus à la maladie et de 80% le taux d'incidence de la tuberculose d'ici 2030, par rapport à 2015.

Or selon les projections de l'organisation, le nombre de personnes développant la tuberculose et mourant de cette maladie pourrait être encore "beaucoup plus élevé en 2021 et 2022".

TAÏWAN

46 morts dans l'incendie d'un immeuble

Quarante-six personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées dans un incendie qui s'est déclaré jeudi dans un immeuble de Kaohsiung, une ville du sud de Taïwan, l'un des plus meurtriers dans un bâtiment d'habitation en 20 ans dans le monde. Le feu s'est déclaré dans un

immeuble à usage mixte de 13 étages aux premières heures du jour, selon les autorités.

Il a ravagé plusieurs étages du bâtiment, transformé en un immense brasier, avant que les pompiers ne parviennent à le maîtriser. Des photos diffusées par l'agence de presse officielle

taïwanaise Central News Agency (CNA) montraient la fumée s'échappant des fenêtres du bâtiment, tandis que les pompiers tentaient désespérément d'éteindre les flammes. "L'incendie a fait 41 blessés et 46 morts", ont annoncé les pompiers de Kaohsiung dans un communiqué.